

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1912

[C - 99/27480]

**15 AVRIL 1999. — Décret relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Principes*

## Du cycle de l'eau et du service universel

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. L'eau fait partie du patrimoine commun de la Région.

Le cycle de l'eau est géré de façon globale et intégrée, dans le constant souci d'en assurer la pérennité dans le cadre d'un développement durable.

§ 2. Toute personne a le droit de disposer d'une eau potable de qualité et en quantité suffisante pour son alimentation, ses besoins domestiques et sa santé.

Les prélèvements d'eau et les rejets d'eaux usées qui sont effectués pour l'exercice de ce droit ne peuvent mettre en danger les fonctions naturelles et la pérennité de la ressource.

§ 3. Conformément aux principes généraux de gestion de l'environnement et aux recommandations internationales et communautaires, les coûts de protection de la ressource doivent être supportés par les utilisateurs de l'eau. En conséquence, le coût-vérité de l'eau doit comprendre, outre les coûts de la production et de la distribution, les coûts de protection des eaux prélevées en vue d'être potabilisées et les coûts d'assainissement de la ressource liés à son utilisation.

§ 4. Les conditions inégales d'accès et d'utilisation de la ressource par les consommateurs doivent être prises en compte dans la politique générale de la Région sur la base du principe de solidarité.

## Du programme d'action pour la qualité des eaux

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans le but de garantir la gestion durable des ressources hydriques, la Région mène sa politique sur la base d'un programme d'action pour la qualité des eaux.

A cette fin, le Gouvernement établit, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement, un programme d'action pour la qualité des eaux.

Ce programme couvre tous les aspects du cycle de l'eau et prend en compte tous les facteurs qui interviennent dans ce cycle. Il se fonde sur les recommandations européennes relatives à la politique communautaire dans le domaine de l'eau, principalement en ce qui concerne la gestion intégrée des bassins hydrographiques.

A cette fin, le programme définit les bassins hydrographiques de la Région, lesquels peuvent être divisés en sous-bassins.

Pour chaque bassin ou sous-bassin, le programme établit un plan de gestion global qui comporte :

1° un état descriptif reprenant :

— le cadre naturel (physique, biologique, écologique...), les pressions anthropiques liées aux usages de l'eau (prélèvements, rejets...) et leurs conséquences sur la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines ainsi que sur la disponibilité des ressources en eau;

— le cadre légal et réglementaire, les objectifs de qualité et les zones de protection;

— le bilan du plan de gestion précédent comportant notamment le montant des investissements déjà réalisés, les études effectuées;

2° les objectifs à poursuivre et leur priorité;

3° les actions projetées visant à :

— améliorer la qualité des eaux de surface via notamment la réalisation d'ouvrages d'épuration et la poursuite des travaux d'égouttage en fonction des priorités définies ainsi que la réduction des pollutions ponctuelles et diffuses d'origine industrielle ou agricole;

— maintenir ou améliorer la qualité des eaux souterraines via notamment les mesures générales et particulières de protection des captages et des nappes phréatiques;

— utiliser rationnellement les ressources disponibles en vue de maintenir leur disponibilité pour les générations futures;

— assurer la gestion écologique des cours d'eau ou leur restauration;

— développer une gestion intégrée et concertée via l'information, la sensibilisation et l'association des acteurs concernés aux différentes étapes de l'élaboration des plans de gestion;

4° les délais dans lesquels ces moyens sont mis en œuvre.

§ 2. Le programme est accompagné de données relatives à son effet prévisible sur le prix de l'eau, aux implications budgétaires pour les pouvoirs publics, à ses effets prévisibles du point de vue social, économique et environnemental.

§ 3. Le programme comporte un plan des installations d'épuration qui reprend les sites susceptibles d'être affectés à l'implantation des stations d'épuration.

§ 4. Préalablement à l'adoption provisoire du programme, le Gouvernement sollicite l'avis de la S.P.G.E. et de la commission prévue à l'article 48 du décret du 7 octobre 1985 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution. Elles disposent de soixante jours pour le rendre. A défaut d'avis rendus dans les délais, ceux-ci sont réputés favorables. Ces avis sont joints au dossier soumis au Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement peut faire réaliser des études d'optimisation de la gestion intégrée des bassins ou sous-bassins hydrographiques.

§ 6. Le Gouvernement fixe les modalités visant à assurer la cohérence entre l'implantation des sites destinés à accueillir des stations d'épuration et les règles relatives à l'aménagement du territoire. Il peut préciser en outre les critères et conditions de dérogations aux plans de secteurs et aux plans communaux d'aménagement.

## Des producteurs d'eau

**Art. 3.** Les producteurs d'eau potabilisable, dont les prises d'eau sont situées en Région wallonne, sont tenus de contribuer au financement des mesures de protection de l'eau potabilisable proportionnellement aux volumes d'eau potabilisable produite.

Tout producteur d'eau potabilisable assume, en vue du maintien de sa qualité, l'assainissement public de l'eau usée domestique, proportionnellement aux volumes d'eau destinés à être distribués en Région wallonne par la distribution publique.

Pour l'application du présent article, on entend par « producteurs d'eau potabilisable » : les titulaires de prises d'eau en Région wallonne ou toute personne qui acquiert l'eau, en gros, d'un autre producteur d'eau qui n'a pas contribué, sur les volumes vendus, à l'assainissement public des eaux usées.

## Le prix de l'eau et la transparence des coûts

**Art. 4.** Le distributeur d'eau ou la commune est libre de déterminer le prix de vente de l'eau distribuée sur tout ou partie de sa zone de distribution ou de son territoire. Toutefois, la facture doit, de manière détaillée, indiquer les différents coûts qui constituent le coût-vérité de l'eau.

L'alinéa précédent ne fait pas obstacle à l'établissement, par la Région, d'un tarif social accordé aux personnes physiques dans les conditions et selon les modalités établies par le Gouvernement.

CHAPITRE II. — *Société publique de gestion de l'eau, création, objet social et lois applicables, fonctionnement, composition et contrôle*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement ou la S.R.I.W. est autorisé à constituer une S.A. de droit public. Celle-ci a le caractère de filiale spécialisée au sens de l'article 22 de la loi du 2 avril 1962.

Cette filiale est dénommée « Société publique de gestion de l'eau », en abrégé S.P.G.E.

Les lois coordonnées sur les sociétés commerciales lui sont applicables sauf dérogation par le présent décret.

Les actes de la S.P.G.E. sont réputés commerciaux au sens des articles 2 et 3 du Code de commerce.

§ 2. Les statuts de la S.P.G.E. et leurs modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Le Gouvernement approuve également :

- 1° la composition du conseil d'administration, du comité des experts et le statut de leurs membres;
- 2° la création de filiales et la cession de participations majoritaires;
- 3° les augmentations de capital;
- 4° le prix maximum du coût des services d'assainissement et de protection des captages par m<sup>3</sup> produit.

§ 3. La société est exonérée du précompte immobilier.

§ 4. Le siège social et le siège administratif de la Société sont établis à Verviers.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La Société a pour objet :

- de protéger les prises d'eau potabilisable et d'assurer l'assainissement public de l'eau usée;
- d'intervenir dans les opérations qui constituent le cycle de l'eau ainsi que de promouvoir la coordination de ces opérations tout en recherchant l'optimisation et l'harmonisation des activités du secteur de l'eau en Région wallonne;
- de concourir à la transparence des différents coûts qui interviennent dans le cycle de l'eau;
- de réaliser des études pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés;
- d'accomplir des missions confiées par le Gouvernement wallon dans le secteur de l'eau et notamment telles que définies dans les statuts.

§ 2. Dans le cadre de la poursuite de son objet social et sans préjudice de l'article 21 de la loi du 2 avril 1962, la Société exerce les missions de service public suivantes :

1° la prestation de service d'assainissement public de l'eau usée sur le territoire de la Région wallonne pour assurer aux consommateurs un approvisionnement durable, équilibré et équitable en eau potable en veillant au respect des principes du coût-vérité et de la solidarité.

Cette mission est exercée avec le concours des organismes d'épuration agréés en vertu de la législation relative à la protection des eaux de surface;

2° la protection des captages au profit des producteurs d'eau potabilisable et destinée à la distribution publique établis sur le territoire de la Région wallonne.

Cette mission peut être accomplie avec les titulaires de prises d'eau visés à l'article 2 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables;

3° le développement de moyens nécessaires pour atteindre son objet social, notamment par les ressources propres qu'elle dégage en contrepartie des services qu'elle assure en matière de protection et d'assainissement et par toute opération financière généralement quelconque;

4° favoriser une coordination entre l'égouttage et l'épuration en intervenant dans les coûts de la réalisation des travaux d'égouttage visés à l'article 32, alinéa 2, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution. Les modalités d'intervention seront arrêtées par le Gouvernement wallon sur proposition de la S.P.G.E.;

5° réaliser les études nécessaires en vue d'améliorer la gestion du cycle de l'eau, en vue d'élaborer une méthodologie générale de gestion et de détermination des coûts à appliquer par tous les producteurs, distributeurs et organismes d'épuration pour :

- dégager une structure de prix de revient de l'eau à appliquer par les producteurs et par les distributeurs;
- déterminer les principes et critères applicables à une fourniture universelle de l'eau et à une tarification sociale adaptée;
- dégager et promouvoir les convergences entre les producteurs, les distributeurs et les organismes d'épuration.

CHAPITRE III. — *Capital social et conseil d'administration*

## Capital social

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le capital souscrit à la constitution de la S.P.G.E. est fixé à un milliard de francs belges. Il peut être augmenté conformément aux conditions déterminées dans les statuts.

La S.P.G.E. peut créer différentes catégories d'actions et accorder à une ou plusieurs de ces catégories des dividendes privilégiés.

Elle peut en outre créer des parts bénéficiaires souscrites ou non par les fondateurs.

Elle peut enfin créer des actions avec ou sans droit de vote.

§ 2. Peuvent être actionnaires de la S.P.G.E. :

1° la Région wallonne;

2° un holding public regroupant la Société régionale d'investissement de Wallonie et la Société wallonne des distributions d'eau pour autant que celle-ci ne détienne pas plus de 20 % des parts de ce holding;

3° les institutions financières agréées par le Gouvernement;

4° une société commerciale à constituer par les personnes visées à l'alinéa 2, a. à d., du présent paragraphe.

La société commerciale visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du présent article peut avoir pour actionnaires :

a. des titulaires de prises d'eau potabilisable au sens du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables;

b. des distributeurs d'eaux;

c. les organismes d'épuration agréés sur la base de l'article 17 du décret du 7 octobre 1985 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution;

d. des sociétés constituées par des personnes visées aux points a. à c., en ce compris des communes.

§ 3. Les actionnaires publics représentent au minimum 50 % du capital plus une action.

§ 4. Un droit de préemption est accordé à la société visée au paragraphe 2, 4°, sur les actions cédées. A défaut pour la société visée au paragraphe 2, 4°, d'exercer ce droit de préemption en tout ou en partie, celui-ci est confié au holding. A défaut pour le holding d'exercer ce droit de préemption en tout ou en partie, celui-ci est confié à la S.W.D.E. A défaut pour celle-ci d'exercer ce droit de préemption en tout ou en partie sur les actions restantes, celui-ci est confié à la Région.

§ 5. Toute cession est soumise à la décision du conseil d'administration statuant à l'unanimité des membres présents ou représentés. A défaut d'accord au conseil d'administration, la question est renvoyée devant l'assemblée générale où la décision de cession est prise à la majorité qualifiée de 75 % des parts représentées.

§ 6. L'actionnaire qui ne satisfait plus aux conditions visées au paragraphe 2 doit céder les actions de la S.P.G.E. qu'il détient à un prix fixé à dire d'expert. Ces parts sont proposées aux différents associés publics conformément à l'ordre de préemption prévu au paragraphe 4.

Si l'actionnaire est une personne morale, les associés de celle-ci peuvent toutefois, avant l'exercice du droit de préemption visé au paragraphe 4, acquérir, par préférence, un pourcentage des actions cédées au maximum équivalant au pourcentage qu'ils détiennent au sein de la S.P.G.E. de par leur participation dans la personne morale actionnaire.

## Incompatibilités

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. La qualité d'administrateur siégeant au conseil ou au comité de gestion est incompatible avec l'exercice d'une fonction qui serait de nature à mettre en cause son indépendance dans l'accomplissement de ses missions au sein de la S.P.G.E. et dans l'exécution du contrat de gestion.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent, sont admis au conseil d'administration de la S.P.G.E. un tiers des administrateurs représentant la société visée à l'article 7, § 2, 4°, du présent décret. Lors de la constitution de la S.P.G.E., deux administrateurs représentent les intérêts des producteurs et des distributeurs et trois administrateurs représentent les intérêts des épurateurs. De même, la Société wallonne des distributions d'eau est représentée par un administrateur.

CHAPITRE IV. — *Contrat de gestion*

## Nature et contenu du contrat de gestion

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. La S.P.G.E. poursuit ses missions visées à l'article 6, § 2, sur la base d'un contrat de gestion conclu avec le Gouvernement.

§ 2. Ce contrat détermine les objectifs à atteindre en matière d'assainissement public et de protection des captages compte tenu de la politique du Gouvernement en matière de gestion des eaux menée sur la base du programme d'action pour la qualité des eaux.

§ 3. Le contrat de gestion, selon les principes généraux d'exécution de missions de service public, précise les missions assignées à la S.P.G.E. en vertu de l'article 6, § 2, du présent décret.

Il règle les matières suivantes :

1° le programme des investissements à réaliser en matière d'assainissement et de protection des captages;

2° le plan financier correspondant aux charges de fonctionnement des stations d'épuration;

3° les outils de performances et les techniques à élaborer et à mettre en œuvre tels que les normes-guides en matière de production, d'épuration et d'égouttage, les méthodologies de calcul uniforme de coûts, l'uniformisation des cahiers des charges;

4° les principes gouvernant la rémunération des services de protection des captages et d'assainissement;

5° les objectifs escomptés en matière de coordination des acteurs et d'accélération des processus de décision.

§ 4. Le contrat de gestion comporte également :

- a. les engagements administratifs, réglementaires et sociaux de la Région;
- b. l'intéressement de la société aux objectifs qui lui sont assignés ainsi que les sanctions financières en cas de non-respect par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion;
- c. les éléments que le plan d'entreprise visé à l'article 11 du présent décret doit contenir et les délais pour la communication et l'approbation du plan;
- d. les conditions de révision et d'adaptation du contrat compte tenu :
  - de la survenance d'événements imprévisibles;
  - de l'actualisation du programme d'action pour la qualité des eaux;
  - de mesures urgentes à réaliser.

§ 5. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages et intérêts sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 6. Le contrat de gestion est complété par un cahier des charges. Il fixe les modalités particulières de réalisation de tout ou partie des éléments du contrat de gestion. Ce cahier des charges décrit notamment les missions et obligations de chaque groupe d'acteurs en vertu des dispositions légales existantes.

#### Conclusion et durée du contrat de gestion

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de cinq ans.

Il peut faire l'objet d'avenant.

Il n'entre en vigueur qu'après publication au *Moniteur belge*. Il est communiqué par le Gouvernement au Conseil régional wallon préalablement à son entrée en vigueur.

§ 2. Un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du contrat de gestion est présenté au Gouvernement par la S.P.G.E. au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte.

Le rapport annuel est transmis dans le mois suivant par le Gouvernement au Conseil régional wallon.

§ 3. Six mois avant l'expiration du contrat de gestion, le Gouvernement, prioritairement, soumet à la S.P.G.E. une proposition de nouveau contrat de gestion.

Si, à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas conclu, le contrat de gestion en cours, s'il n'est pas entièrement réalisé, est prorogé de plein droit pendant un an. Au terme de la prorogation, le Gouvernement arrête pour un an un plan de gestion renouvelable une seule fois.

#### Plan d'entreprise et tableaux de bord

**Art. 11.** La S.P.G.E. établit :

- un plan d'entreprise comportant notamment un système interne de contrôle de gestion au moyen d'indicateurs de performance;
- annuellement, des tableaux de bord de performances générales du secteur de l'eau et notamment les niveaux de résultats atteints en matière d'assainissement public et de protection des captages.

#### CHAPITRE V. — Assistance technique

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. La Région peut, moyennant le consentement du conseil d'administration de la S.P.G.E., par le biais d'un arrêté du Gouvernement, faire apport du droit de gestion, du droit d'usage, du droit de jouissance ainsi que de tout droit réel relatif à toute parcelle de son domaine utile à l'exercice des missions de la S.P.G.E., en ce compris le droit de construire.

Dans ce cas, les obligations nouvelles générées par l'exercice des droits cédés par la Région sont à charge de la S.P.G.E.

§ 2. La S.P.G.E. peut, pour la réalisation de son objet social, après en avoir été autorisée par le Gouvernement, exproprier, sur la base de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, des immeubles.

#### Personnel

**Art. 13.** Le Gouvernement wallon est autorisé à mettre à disposition de la Société du personnel de ses services par application des règles relatives aux missions, suivant les modalités fixées par lui.

#### CHAPITRE VI. — Comité des experts

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé, au sein de la S.P.G.E., un comité des experts dont les missions sont les suivantes :

- rendre des avis au conseil d'administration, soit d'initiative, soit à la demande de celui-ci, sur toute question technique relative à la gestion de l'eau;
- rendre des avis sur les questions techniques qui apparaîtraient dans un différend entre tout titulaire de prise d'eau, tout distributeur d'eau, ou tout organisme d'épuration et la S.P.G.E.

Sauf stipulation contraire au moment de la demande d'avis, ces avis sont rendus dans les vingt jours qui suivent la saisine du comité.

§ 2. Le comité des experts est composé de huit membres effectifs et de huit membres suppléants nommés par le Gouvernement wallon, dont deux représentent le Gouvernement et :

- deux personnes physiques représentent le secteur de la production et de la distribution d'eau sur la base d'une liste double présentée par le conseil d'administration de la S.P.G.E.;
- deux personnes physiques représentent le secteur de l'épuration sur la base d'une liste double présentée par le conseil d'administration de la S.P.G.E.;
- deux personnes physiques représentent les communes sur la base d'une liste double présentée par l'Union des villes et communes de Wallonie.

Le comité désigne en son sein son Président et son Vice-président.

La qualité de membre du conseil d'administration de la S.P.G.E. ou de membre du comité de contrôle de l'eau est incompatible avec celle de membre du comité des experts.

Le Président et les Vice-présidents de la S.P.G.E. ou leurs délégués assistent aux réunions du comité. La S.P.G.E. assure le secrétariat du comité.

§ 3. Le comité des experts est assisté d'une cellule permanente dont les membres sont engagés par la S.P.G.E. et dont la tâche est d'assister le Président et le Vice-président du comité.

§ 4. Les membres du comité des experts sont révocables en tout temps en cas d'impossibilité d'exercice de leur fonction ou pour faute grave ou lorsqu'ils perdent la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

§ 5. Le Gouvernement arrête la durée des mandats, les modalités de fonctionnement du comité, le montant des indemnités et jetons de présence éventuellement octroyés, ainsi que les questions sur lesquelles l'avis du comité des experts est obligatoirement requis.

#### CHAPITRE VII. — *Dissolution de la société*

**Art. 15.** La dissolution de la S.P.G.E. ne peut être prononcée qu'en vertu d'un décret qui réglera le mode et les conditions de liquidation.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions diverses*

##### Comité de contrôle de l'eau

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Il est institué un comité de contrôle de l'eau chargé de veiller, par ses avis, à ce que l'évolution du prix de l'eau soit orientée dans le sens de l'intérêt général et de la politique de l'eau menée au niveau de la Région wallonne.

§ 2. Le comité de contrôle est composé de quatorze membres effectifs et de quatorze membres suppléants nommés par le Gouvernement, dont :

— quatre représentants des communes sur la base d'une liste double proposée par l'Union des villes et communes de Wallonie;

— deux représentants de la Région;

— deux représentants des consommateurs sur la base d'une liste double proposée par le conseil central de la consommation;

— six représentants sur la base d'une liste double proposée par le C.E.S.R.W.

En outre, assistent au comité de contrôle :

— deux représentants de la S.P.G.E.;

— deux représentants des producteurs et deux représentants des organismes d'épuration désignés par la société commerciale visée à l'article 7, § 2, 4<sup>e</sup>, du décret.

La qualité de membre du conseil d'administration de la S.P.G.E. ou de membre du comité des experts est incompatible avec celle de membre du comité de contrôle de l'eau.

§ 3. Tout dossier relatif à une augmentation du prix de l'un des éléments constitutifs du prix de l'eau lui est notifié. Il en informe la S.P.G.E.

§ 4. Le Gouvernement fixe le siège du comité, les modalités de fonctionnement, la durée du mandat de ses membres, ainsi que le montant des indemnités et jetons de présence éventuellement octroyés.

Les membres du comité sont révocables en tout temps en cas d'impossibilité d'exercice de leur fonction ou pour faute grave ou lorsqu'ils perdent la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

§ 5. Le secrétariat du comité est assuré par le personnel du Conseil économique et social de la Région wallonne conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

##### Apport

**Art. 17.** La Région peut, moyennant le consentement du conseil d'administration de la S.P.G.E., par le biais d'un arrêté du Gouvernement, faire apport en nature à la S.P.G.E. des biens appartenant au domaine de la Région et notamment :

— les droits réels relatifs à tout ou partie des biens affectés directement ou indirectement à l'activité de l'ERPE après que ceux-ci aient fait l'objet d'une évaluation à dire d'expert;

— les participations que détient la Région au sein de la Société wallonne des distributions d'eau.

Le Gouvernement peut autoriser la S.P.G.E. à faire apport en nature à la S.W.D.E. de l'usufruit des biens affectés directement ou indirectement à l'activité de l'ERPE et pour autant que les utilisateurs de ces biens, dont le siège social est établi en Région wallonne, soient en mesure de participer avec la S.W.D.E. à la gestion de ces biens.

Les participations de la S.P.G.E. au sein du capital de la S.W.D.E. ne peuvent dépasser 20 %.

#### CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives*

##### *Section 1re.* — Décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution

**Art. 18.** A l'article 2 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 1994, il est ajouté la disposition suivante :

« 24° épuration : traitement primaire, secondaire ou approprié de l'eau usée, avant rejet dans un bassin hydrographique, en vue de respecter les normes et prescriptions relatives aux eaux urbaines résiduaires et en vue d'atteindre dans le milieu récepteur une eau répondant aux valeurs impératives ou aux valeurs-guides conformément aux dispositions relatives aux eaux réceptrices;

25° assainissement public : ensemble des opérations de collecte des eaux usées, d'épuration publique et de travaux d'égouttage visés à l'article 32, alinéa 2, du décret;

26° contrat de service d'épuration et de collecte : convention conclue entre la Société publique de gestion de l'eau et les sociétés d'épuration agréées, au terme de laquelle ces dernières assurent, contre une rémunération, au nom et pour le compte de la première, des missions de service public, les études, la construction de dispositifs d'épuration et l'épuration de volumes d'eaux usées déterminés;

27° Société publique de gestion de l'eau : société instituée en vertu du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau;

28° administration : la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement. »

**Art. 19.** L'article 16 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement charge, par contrat de gestion, la Société publique de gestion de l'eau de l'exécution des indications visées aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, premier tiret, et 3, du programme d'action pour la qualité des eaux en ce qu'elles concernent l'assainissement public des eaux usées. »

**Art. 20.** L'article 17 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. Sans préjudice de l'article 135 de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, le Gouvernement peut agréer des personnes morales de droit public en qualité d'organisme d'épuration pour assurer les missions définies à l'article 18 dans un ressort territorial déterminé.

Le Gouvernement peut adresser des injonctions, retirer l'agrément lorsque l'organisme d'épuration reste en défaut d'exécuter ses obligations découlant du contrat de service visé à l'article 20 du présent décret. Le Gouvernement fixe les motifs de retrait d'agrément. »

**Art. 21.** Art. 21. L'article 18 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Pour être agréée en qualité d'organisme d'épuration, la personne morale de droit public doit être érigée en intercommunale et avoir notamment dans son objet les missions suivantes :

1° contribuer à l'élaboration des programmes d'assainissement en exécution du programme d'action pour la qualité des eaux et assurer le service d'assainissement;

2° assurer la maîtrise de la conception, de la réalisation et de l'aménagement des ouvrages destinés à collecter et à épurer les eaux usées provenant des égouts publics;

3° gérer, exploiter et améliorer l'efficacité des installations assurant, dans le ressort territorial de l'organisme, l'épuration des eaux usées collectées par les égouts publics;

4° tenir une comptabilité distincte pour ses opérations d'épuration et répondant aux règles fixées par le Gouvernement;

5° éliminer les gadoues de vidange de fosses septiques et accepter dans ces stations les gadoues remises par les vidangeurs agréés, conformément aux règles de l'article 39;

6° répondre aux consultations des communes sur les documents relatifs aux plans généraux d'égouttage conformément à l'article 33, § 1<sup>er</sup>;

7° exécuter, à la demande de la Société publique de gestion de l'eau, d'autres missions en matière d'épuration des eaux usées;

8° informer l'administration de l'arrivée d'effluents anormaux et des perturbations des eaux usées à traiter constatées dans son ressort territorial;

9° organiser avec les communes, qui se situent dans le ressort territorial de l'organisme, une parfaite coordination entre l'épuration et l'égouttage communal.

Ces organismes d'épuration peuvent également effectuer des travaux de démergement. »

**Art. 22.** L'article 20 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. § 1<sup>er</sup>. La Société publique de gestion de l'eau assure l'exécution de ses missions d'épuration figurant dans le contrat de gestion visé à l'article 16, § 4, soit directement, soit en sous-traitance, au moyen d'un contrat de service d'épuration et de collecte, conclu avec les organismes d'épuration.

§ 2. Le contrat de service d'épuration et de collecte est régi par les règles visées ci-dessous. Les règles du droit civil s'appliquent à titre supplétif.

Le contrat de service d'épuration et de collecte est constitué d'un contrat-cadre conclu pour un terme de vingt ans et est précisé par voie d'avenants, lesquels couvrent des périodes de trois ans à l'exception du premier avenant qui couvre une période de deux ans.

Le contrat-cadre règle les droits et obligations relatifs aux éléments suivants :

1° les études, les cessions de droits réels, les conventions de location-financement immobilier, ainsi que les services et travaux nécessaires pour la réalisation d'ouvrages visés dans le programme d'action pour la qualité des eaux;

2° le fonctionnement des installations, en ce compris les conditions de gestion et d'exploitation d'ouvrages visés dans le programme d'action pour la qualité des eaux;

3° les délégations et mandats confiés à l'organisme d'épuration pour assurer la maîtrise d'ouvrage au nom et pour le compte de la S.P.G.E.;

4° les autres missions mentionnées à l'article 18, 1° à 9°;

5° les normes et critères d'évaluation des performances;

6° les modalités de détermination et de calcul de prix du service ainsi que les délais de paiement en ce compris les règles régissant les avances;

7° les modalités de contrôle de l'exécution du contrat;

8° les pénalités et mesures spécifiques en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des obligations.

Les avenants règlent, notamment, les droits et obligations relatifs aux éléments suivants :

1° les ouvrages à réaliser, les délais de réalisation et la zone d'assainissement visée;

2° les ouvrages pour lesquels le fonctionnement est à assurer;

3° les révisions et adaptations des règles de détermination des prix du service d'épuration et des normes et critères d'évaluation des performances.

Un an avant l'expiration du terme de l'avenant, sont initiées les négociations en vue de fixer les termes du prochain avenant.

§ 3. En ce qui concerne les missions réalisées par les organismes et difficilement évaluables en temps ou en argent, un montant forfaitaire peut être convenu proportionnellement à l'importance des ouvrages pour lesquels ces missions sont accomplies.

Lorsque les organismes d'épuration ont recours au marché pour l'exécution de certaines missions ou prestations, celles-ci sont rémunérées au prix coûtant.

§ 4. Les organismes d'épuration exécutent leurs obligations telles qu'elles découlent du contrat dans le respect de la législation sur les marchés publics.

§ 5. Lorsque le montant estimé des études nécessaires pour l'établissement d'ouvrages visés à l'article 18, 1° à 4°, dépasse la somme de 50 millions hors T.V.A. et la somme de 150 millions hors T.V.A. pour le montant des travaux, la Société publique de gestion de l'eau sollicite l'avis de l'administration. Celle-ci rend son avis motivé dans le délai fixé par la Société, lequel ne peut être inférieur à quinze jours calendrier et supérieur à quarante jours calendrier. Ces délais sont suspendus du 15 juillet au 15 août.

Lorsque l'administration reste en défaut de rendre son avis dans le délai fixé, celui-ci est réputé favorable et la Société publique de gestion de l'eau statue sans celui-ci.

§ 6. Les projets relatifs à des travaux destinés à assurer l'épuration des eaux de surface doivent s'intégrer dans le programme d'action visé à l'article 16 et satisfaire aux règles techniques définies en vertu de l'article 8 et aux critères fixés par le Gouvernement.

§ 7. La Société publique de gestion de l'eau établit :

a. un modèle de journal d'exploitation des stations d'épuration, à tenir par les organismes ou par les communes;

b. un modèle de rapport technique annuel à transmettre par les organismes à l'administration et à la S.P.G.E. dans un délai fixé.

§ 8. Le Gouvernement peut établir, sur proposition de la Société publique de gestion de l'eau, les règles de tenue d'une comptabilité distincte relative aux missions qui sont confiées en vertu de l'article 18.

§ 9. Le Gouvernement veille au respect, par les organismes d'épuration, des règles du présent chapitre. Il fixe les modalités de ce contrôle et désigne les fonctionnaires de l'administration qu'il autorise à cette fin à pénétrer dans les installations d'épuration et à se faire produire les documents techniques et comptables qui doivent y être tenus. Les rapports de contrôle sont transmis à la S.P.G.E., sans délai. »

**Art. 23.** L'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 1° la rétribution en contrepartie des missions et engagements repris par la S.P.G.E. en vertu du contrat de gestion; ».

**Art. 24.** L'article 32 du même décret est complété par la disposition suivante :

« Il peut en outre, en vue d'atteindre le même objectif, arrêter des critères permettant de déterminer ceux des travaux envisagés dans le plan communal général d'égouttage visé à l'article 33, qui doivent être réalisés prioritairement, soit pour assurer l'optimisation du fonctionnement des stations d'épuration, soit encore pour assurer une protection rapide des zones sensibles telles que les zones de prévention ou de surveillance. ».

**Art. 25.** A l'article 34 du même décret :

1. le 1° est complété par les mots suivants : « ainsi que leur incidence sur les zones de prévention ou de surveillance »;

2. est inséré un 3° libellé en ces termes :

« 3° la coordination entre les travaux d'égouttage et les installations d'épuration existantes ou à réaliser dans les cinq années à venir et susceptibles de recueillir les eaux usées provenant de ces égouts; ».

*Section 2. — Décret du 30 avril 1990*  
sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables

**Art. 26.** L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables tel que modifié en dernier lieu par le décret du 7 mars 1996 est complété par la disposition suivante :

« 20° Société publique de gestion de l'eau : société instituée en vertu du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau;

21° contrat de service d'assainissement : convention conclue entre un producteur d'eau potabilisable et la Société publique de gestion de l'eau, au terme de laquelle le producteur d'eau loue les services de la Société pour réaliser, selon une planification déterminée, l'assainissement public d'un volume d'eau correspondant au volume d'eau produit destiné à être distribué en Région wallonne par la distribution publique;

22° contrat de service de protection de l'eau potabilisable : convention conclue entre un producteur d'eau potabilisable qui la destine à la distribution publique et la Société publique de gestion de l'eau, au terme de laquelle cette dernière fait assurer, contre une rémunération, la protection des eaux potabilisables telle que déterminée dans les programmes visés à l'article 5, § 2. ».

**Art. 27.** L'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même décret tel que modifié en dernier lieu par le décret du 7 mars 1996 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Les prises d'eau potabilisable sont subordonnées :

— d'une part, soit au paiement d'une redevance dont le montant est fixé à 3 francs belges le m<sup>3</sup> d'eau produit au cours de l'année de prélèvement, soit à la conclusion d'un contrat de service de protection de l'eau potabilisable avec la Société publique de gestion de l'eau;

— d'autre part, soit à la conclusion d'un contrat d'assainissement avec la Société publique de gestion de l'eau au terme duquel le producteur d'eau loue les services de la Société pour réaliser, selon une planification déterminée, l'assainissement public d'un volume d'eau correspondant au volume d'eau produit, destiné à être distribué en Région wallonne par la distribution publique, soit à la réalisation de cette mission d'épuration par lui-même, correspondant au volume d'eau qu'il produit. ».

**Art. 28.** L'article 5 du même décret tel que modifié en dernier lieu par le décret du 7 mars 1996 est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le Gouvernement peut charger la Société publique de gestion de l'eau de réaliser des travaux de protection des captages déterminés lorsque ceux-ci s'avèrent nécessaires et pour autant qu'ils ne soient pas inscrits dans les programmes visés au paragraphe 2 et proposés par les producteurs. ».

**Art. 29.** L'article 5 du même décret tel que modifié en dernier lieu par le décret du 7 mars 1996 est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. De même, le Gouvernement peut investir la Société publique de gestion de l'eau de réaliser toute étude qui permettra d'établir :

- a. un modèle de journal d'exploitation de production d'eau, à tenir par les redevables;
- b. un modèle de rapport technique annuel, à transmettre par les redevables à l'administration et à la S.P.G.E. dans un délai fixé;
- c. les règles de tenue d'une comptabilité appropriée;
- d. les règles et critères permettant de limiter les coûts de production;
- e. les règles visant à assurer une plus grande transparence des coûts qui composent le prix de revient de l'eau produite. ».

*Section 3. — Décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable*

**Art. 30.** L'article 16 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable est complété par la disposition suivante :

« Le Gouvernement peut réévaluer annuellement les moyens d'action à développer. »

**Art. 31.** A l'article 17, 2°, du même décret, les mots « intégrant le programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface visé au décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution » sont remplacés par les mots « tel que visé par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau ».

*Section 4. — Décret-programme du 17 décembre 1997*

**Art. 32.** L'article 16 du décret-programme du 17 décembre 1997 est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Tout ou partie des recettes du fonds sont cédées à la S.P.G.E. lorsque cette dernière reprend les engagements et les emprunts contractés par la Région ainsi que les missions pour lesquelles le fonds est institué et qui figurent dans le contrat de gestion. ».

*Section 5. — Décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le versement des eaux usées industrielles et domestiques*

**Art. 33.** L'article 3, 3°, du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le versement des eaux usées industrielles et domestiques modifié en dernier lieu par le décret du 23 décembre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui déverse, dans les récepteurs visés au 1°, des eaux usées autres que des eaux usées industrielles et qui, en raison d'un approvisionnement ne provenant pas de l'alimentation publique, ne contribue pas aux coûts de l'assainissement contenu dans le coût-vérité de l'eau.

Cette disposition ne s'applique pas :

- aux eaux usées des hôpitaux qui ne sont pas considérées comme des eaux industrielles;
- aux eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques qui répondent aux conditions arrêtées par le Gouvernement wallon. »

**Art. 34.** A l'article 12 du même décret tel que modifié en dernier lieu par le décret du 7 mars 1996, les mots « autres que les eaux industrielles » sont remplacés par les mots « visés à l'article 3, 3° ».

**Art. 35.** A l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du même décret tel que modifié en dernier lieu par le décret du 23 décembre 1993 sont apportées les modifications suivantes :

1° entre le mot « eau » et le mot « prélevée », sont insérés les mots « autre que l'eau provenant de la distribution publique »;

2° la dernière phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacée par la phrase suivante :

« Si l'eau est partiellement prélevée à la distribution publique, le volume annuel soumis à la taxe correspond à la différence entre le volume total de l'eau prélevée ou, à défaut de système de comptage, des volumes d'eau estimés et le volume d'eau qui figure sur le dernier relevé de consommation d'eau provenant de la distribution publique sur une période d'un an. ».



**Art. 36.** A l'article 47 du même décret tel que modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 décembre 1997, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° la contrepartie du contrat de gestion visé à l'article 5 du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau lorsqu'il comprend notamment :

— les études, les travaux et les acquisitions des biens immeubles nécessaires dans le cadre de la maîtrise par les organismes d'épuration agréés de la conception, de la réalisation et de l'aménagement des ouvrages destinés à collecter et à épurer les eaux usées provenant des égouts publics;

— le fonctionnement des organismes d'épuration visés à l'article 18, 1° à 9°, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

— les investissements nécessaires à la réalisation par les organismes d'épuration agréés des centres de traitement des gadoues de fosses septiques et ceux relatifs aux frais de fonctionnement de ces centres;

— le traitement des boues des stations d'épuration des organismes d'épuration agréés;

— les subventions attribuées aux communes pour qu'elles établissent leur plan communal général d'égouttage en vertu de l'article 33, § 3, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution. »

**Art. 37.** A l'article 47 du même décret tel que modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 décembre 1997 :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° les frais nécessaires à l'élaboration du programme d'action pour la qualité des eaux; »;

2° les 9°, 10° et 12° sont abrogés.

*Section 6.* — Décret du 2 juillet 1997 érigeant en entreprise régionale de production et d'adduction d'eau le service du ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau

**Art. 38.** A l'article 4 du décret du 2 juillet 1987 érigeant en entreprise régionale de production et d'adduction d'eau le service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau modifié en dernier lieu par le décret du 25 juillet 1991 :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Lorsque la Société publique de gestion de l'eau en est devenue propriétaire, elle peut céder à la S.W.D.E., dans les limites fixées par le Gouvernement, le droit d'usufruit relatif à tout ou partie des ouvrages visés à l'article 2 et nécessaires à la poursuite des missions visées à l'article 3, 2°. L'exercice du droit d'usufruit sur ces biens est conditionné par :

1. la préservation des droits du personnel de l'ERPE mis à la disposition de la S.W.D.E. par la Région;

2. la participation des utilisateurs à la gestion des ouvrages. »;

2° au paragraphe 4, les termes « peut réaliser » sont remplacés par les termes « ou la Société publique de gestion de l'eau peuvent réaliser ».

**Art. 39.** A l'article 8 du même décret, ajouter, entre le terme « wallonne » et le terme « sont », les termes « ou la Société publique de gestion de l'eau ».

#### CHAPITRE X. — *Dispositions transitoires*

**Art. 40.** Par dérogation à l'article 10, le premier contrat de gestion est conclu pour une période expirant le 31 décembre 2005.

**Art. 41.** Les organismes d'épuration existant au moment de l'entrée en vigueur du présent décret disposent de six mois à dater de cette entrée en vigueur pour se conformer à l'article 18 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

**Art. 42.** Les titulaires de permis de prises d'eau peuvent poursuivre l'exploitation de celles-ci. Cependant, ils doivent, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret :

1° payer la redevance visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, premier tiret, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables ou, à défaut, communiquer à l'administration le contrat de service de protection des captages qu'ils ont conclu avec la S.P.G.E.;

2° réaliser l'épuration des volumes d'eau qu'ils destinent à la distribution en Région wallonne ou, à défaut, communiquer à l'administration le contrat de service d'assainissement visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, deuxième tiret, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables.

A défaut pour les titulaires d'autorisation de prises d'eau de remplir ces deux obligations, les autorités compétentes s'y substituent aux fins de poursuivre les missions de service public qui leur incombent et de se conformer aux obligations mentionnées à l'alinéa précédent. En cas d'abstention de ces dernières, la Région s'y substitue aux mêmes fins.

**Art. 43.** Les personnes morales de droit public agréées en qualité d'organisme d'épuration, sur la base de l'article 17 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, gardent cette qualité au sens de l'article 17 tel que modifié par le présent décret, pour autant qu'ils aient, dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, rendu leurs statuts conformes au présent décret. Cet agrément ne peut être retiré que par décret, sans préjudice de l'article 17, alinéa 2, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

**Art. 44.** Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, du présent décret, pendant une période transitoire expirant le 31 décembre 2004, les volumes d'eau produits destinés à être distribués en Région wallonne et sur la base desquels les producteurs assument proportionnellement l'assainissement des eaux usées, sont calculés sur la base des volumes d'eau distribués et facturés aux consommateurs.

**Art. 45.** Le Gouvernement peut codifier les dispositions du présent décret, les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées et d'autres décrets applicables en matière d'environnement, de politique de l'eau et de conservation de la nature.

A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à codifier;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à codifier en vue de les mettre en concordance avec la nouvelle numérotation;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à codifier en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La codification portera l'intitulé : « Code wallon de l'eau ».

L'arrêté de codification du Gouvernement fera l'objet d'un projet de décret de ratification qui sera soumis au Conseil régional wallon.

#### CHAPITRE XI. — *Entrée en vigueur*

**Art. 46.** Le présent décret entre en vigueur le dixième jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 33 à 35 qui entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

—  
Note

(1) *Session 1998-1999.*

*Documents du Conseil.* — 445 (1998-1999) n<sup>os</sup> 1 à 49.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 31 mars 1999. Discussion. Vote.

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1912

[C - 99/27480]

#### 15. APRIL 1999 — Dekret über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer « Société publique de gestion de l'eau » (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung sanktionieren es:

#### KAPITEL I — *Grundsätze*

#### Wasserkreislauf und Universaldienst

**Artikel 1** - § 1. Das Wasser gehört zum gemeinsamen Erbe der Region.

Die Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs erfolgt auf globale und integrierende Art und in dem ständigen Betreiben, seinen Fortbestand im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung zu gewährleisten.

§ 2. Jede Person hat das Recht, über Trinkwasser von guter Qualität und in ausreichender Menge für ihre Ernährung, ihre häuslichen Bedürfnisse und ihre Gesundheit zu verfügen.

Die Wasserentnahmen und die Ableitungen des Abwassers, die für die Ausübung dieses Rechts durchgeführt werden, dürfen die natürliche Funktion und den Fortbestand dieser Ressource nicht gefährden.

§ 3. Gemäß den allgemeinen Grundsätzen der Verwaltung der Umwelt und den internationalen und gemeinschaftlichen Empfehlungen sind die Kosten für den Schutz der Ressource von den Verbrauchern des Wassers zu tragen. Demzufolge muß der tatsächliche Kostenpreis des Wassers, zusätzlich zu den Produktions- und Verteilungskosten, die mit dem Wasserverbrauch verbundenen Kosten für den Schutz des zur Aufbereitung zu Trinkwasser entnommenen Wassers und für die Reinigung der Ressource enthalten.

§ 4. Die ungleichen Bedingungen für den Zugang und die Benutzung der Ressource durch den Verbraucher müssen in der allgemeinen Politik der Region nach dem Grundsatz der Solidarität berücksichtigt werden.

## Aktionsprogramm für die Qualität des Wassers

**Art. 2** - § 1. Die Region führt ihre Politik auf der Grundlage eines Aktionsprogramms für die Qualität des Wassers mit dem Ziel, eine nachhaltige Bewirtschaftung der Wasserressourcen zu gewährleisten.

Zu diesem Zweck stellt die Regierung gemäß den Artikeln 17 und 18 des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung ein Aktionsprogramm für die Qualität des Wassers auf.

Dieses Programm umfaßt alle Aspekte des Wasserkreislaufs und berücksichtigt alle Faktoren, die in diesem Kreislauf eintreten. Das Programm beruht auf den europäischen Empfehlungen bezüglich der Gemeinschaftspolitik im Bereich des Wassers, insbesondere was die integrierte Bewirtschaftung der Wassereinzugsgebiete betrifft.

Zu diesem Zweck werden in dem Programm die Wassereinzugsgebiete der Region bestimmt, die in Zwischengebiete aufgeteilt werden können.

Für jedes Gebiet oder Zwischengebiet wird in dem Programm ein globaler Bewirtschaftungsplan aufgestellt, der Folgendes beinhaltet:

1° eine Beschreibung mit folgenden Angaben:

— die natürliche (physikalische, biologische, ökologische...), Umgebung, die mit der Benutzung des Wassers (Wasserentnahmen, Abwasser...) verbundenen anthropogenen Belastungen und deren Auswirkungen auf die Qualität des Oberflächenwassers und des Grundwassers, sowie auf die Verfügbarkeit der Wasserressourcen;

— der juristische und vorschriftsmäßige Rahmen, die Zielsetzungen in bezug auf die Qualität und die Schutzzonen;

— die Bilanz des vorhergehenden Bewirtschaftungsplans, der insbesondere den Betrag der bereits getätigten Investitionen, die durchgeführten Untersuchungen angibt;

2° die weiterzuführenden Zielsetzungen und deren Vorrangigkeit;

3° die geplanten Aktionen, die auf Folgendes abzielen:

— die Verbesserung der Qualität des Oberflächenwassers, insbesondere durch den Bau von Klärvorrichtungen und die Weiterführung der Kanalisationsarbeiten unter Berücksichtigung der festgelegten Prioritäten, sowie die Verringerung der einzeln eintretenden und diffusen Verschmutzungen industriellen oder landwirtschaftlichen Ursprungs;

— die Erhaltung oder Verbesserung der Qualität des Grundwassers, insbesondere durch allgemeine und besondere Schutzmaßnahmen hinsichtlich der Wasserentnahmestellen und Grundwasservorkommen;

— die rationelle Benutzung der verfügbaren Ressourcen, damit diese weiterhin für die künftigen Generationen verfügbar bleiben;

— die Sorge um eine umweltgerechte Verwaltung der Wasserläufe oder deren Restaurierung;

— die Förderung einer integrierten und konzertierten Verwaltung durch Information, Verschärfung des Umweltbewußtseins der Bürger, die Teilnahme der betroffenen Beteiligten an den verschiedenen Etappen der Ausarbeitung der Bewirtschaftungspläne;

4° die Fristen, innerhalb welcher diese Mittel eingesetzt werden.

§ 2. Dem Programm werden Angaben bezüglich seiner vorhersehbaren Auswirkungen auf den Preis des Wassers, der Auswirkungen auf den Haushalt der öffentlichen Behörden, seiner vorhersehbaren Auswirkungen unter dem sozialen, wirtschaftlichen und umweltbezogenen Gesichtspunkt beigefügt.

§ 3. Das Programm beinhaltet einen Plan der Kläranlagen, in dem die Gelände angegeben werden, die für die Installierung von Kläranlagen bestimmt werden können.

§ 4. Bevor das Programm vorläufig verabschiedet wird, holt die Regierung das Gutachten der « Société publique de gestion de l'eau » (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und des in dem Artikel 48 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung vorgesehenen Ausschusses ein. Diese verfügen über sechzig Tage, um das Gutachten abzugeben. Falls innerhalb dieser Fristen keine Gutachten abgegeben werden, werden diese als günstig angesehen. Diese Gutachten werden der Akte beigefügt, die der Regierung unterbreitet wird.

§ 5. Die Regierung kann Studien über die Optimierung der integrierten Verwaltung der Wassereinzugsgebiete oder Zwischengebiete durchführen lassen.

§ 6. Die Regierung legt die Modalitäten fest, die darauf abzielen, die Übereinstimmung der für die zur Aufnahme von Klärstationen bestimmten Standorte mit den Vorschriften bezüglich der Raumordnung zu gewährleisten. Sie kann außerdem die Kriterien und Bedingungen für die Abweichungen von den Sektorenplänen und den kommunalen Raumordnungsplänen angeben.

## Wassererzeuger

**Art. 3** - Die Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, deren Wasserentnahmestellen sich in der Wallonischen Region befinden, sind verpflichtet, sich an der Finanzierung der Schutzmaßnahmen für das Trinkwasser im Verhältnis zu den erzeugten Volumen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser zu beteiligen.

Jeder Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser ist im Hinblick auf die Erhaltung dessen Qualität für die öffentliche Reinigung des Haushaltsabwassers verantwortlich, und zwar im Verhältnis zu den Wasservolumen, die für die Verteilung durch die öffentliche Wasserversorgung in der Wallonischen Region bestimmt sind.

Zur Anwendung des vorliegenden Artikels versteht man unter « Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser »: die Inhaber von Wasserentnahmestellen in der Wallonischen Region oder jede Person, die das Wasser in großen Mengen von einem anderen Wassererzeuger erwirbt, der sich für die verkauften Volumen nicht an der öffentlichen Reinigung des Haushaltsabwassers beteiligt hat.

## Preis des Wassers und Kostentransparenz

**Art. 4** - Dem Wasserverteiler oder der Gemeinde steht es frei, den Verkaufspreis des auf ihrer gesamten oder teilweisen Verteilungszone oder ihrem Gebiet verteilten Wassers festzulegen. Die Rechnung muß jedoch im einzelnen die verschiedenen Kosten angeben, die den tatsächlichen Kostenpreis darstellen.

Durch den vorhergehenden Absatz wird die Festlegung durch die Region eines den natürlichen Personen unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen und Modalitäten gewährten sozialen Tarifs nicht verhindert.

KAPITEL I — « *Société publique de gestion de l'eau* », *Gründung, Gesellschaftszweck und anwendbare Gesetze, Arbeitsweise, Zusammensetzung und Kontrolle*

**Art. 5** - § 1. Die Regierung oder die « *Société régionale d'investissements de Wallonie* » (S.R.I.W. - Regionale Investitionsgesellschaft für Wallonien) sind befugt, eine öffentlich-rechtliche Aktiengesellschaft zu gründen. Diese hat die Eigenschaft einer spezialisierten Tochtergesellschaft im Sinne des Artikels 22 des Gesetzes vom 2. April 1962.

Diese Tochtergesellschaft erhält die Bezeichnung « *Société publique de gestion de l'eau* », abgekürzt: « *S.P.G.E.* »

Unter Vorbehalt einer in dem vorliegenden Dekret angegebenen

Abweichung sind die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften auf diese anwendbar.

Die Handlungen der « *S.P.G.E.* » werden im Sinne der Artikel 2 und 3 des Handelsgesetzbuches als kommerziell betrachtet.

§ 2. Die Satzungen der « *S.P.G.E.* » und ihre Abänderungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Die Regierung genehmigt ebenfalls:

1° die Zusammensetzung des Verwaltungsrats, des Sachverständigenausschusses und das Statut deren Mitglieder;

2° die Gründung von Tochtergesellschaften und die Veräußerung von Mehrheitsbeteiligungen;

3° die Kapitalerhöhungen;

4° der Höchstpreis der Dienstleistungskosten für die Reinigungsleistungen und den Schutz der Wasserentnahmestellen pro erzeugten m<sup>3</sup>.

§ 3. Die Gesellschaft wird vom Immobiliensteuervorabzug freigestellt.

§ 4. Der Gesellschaftssitz und der Verwaltungssitz der Gesellschaft befinden sich in Verviers.

**Art. 6** - § 1. Die Gesellschaft hat zum Ziel:

— die Wasserentnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser zu schützen und die öffentliche Abwasserreinigung zu gewährleisten;

— sich an den Vorgängen des Wasserkreislaufs zu beteiligen, sowie die Koordinierung dieser Vorgänge zu fördern, wobei sie sich gleichzeitig um eine Optimierung und Harmonisierung der Tätigkeiten des Wassersektors in der Wallonischen Region bemüht;

— zu der Transparenz der verschiedenen, in dem Wasserkreislauf eintretenden Kosten beizutragen;

— Untersuchungen durchzuführen, um die ihr zugewiesenen Zielsetzungen zu erreichen;

— von der Wallonischen Regierung im Wassersektor anvertraute Aufgaben durchzuführen, insbesondere so wie sie in den Satzungen festgelegt werden.

§ 2. Im Rahmen der Durchführung ihres Gesellschaftszwecks und unbeschadet des Artikels 21 des Gesetzes vom 2. April 1962 nimmt die Gesellschaft folgende Aufgaben des öffentlichen Dienstes wahr:

1° die Dienstleistung für die öffentliche Abwasserreinigung auf dem Gebiet der Wallonischen Region, um dem Verbraucher eine dauerhafte, gleichmäßige und gerechte Trinkwasserversorgung zu gewährleisten, indem sie dafür sorgt, daß die Grundsätze des tatsächlichen Kostenpreises und der Solidarität beachtet werden.

Diese Aufgabe wird mit der Unterstützung der gemäß der Gesetzgebung über den Schutz des Oberflächenwassers anerkannten Vereinigungen für die Klärung ausgeführt;

2° der Schutz der Wasserentnahmestellen zugunsten der Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, das zur öffentlichen Verteilung auf dem Gebiet der Wallonischen Region bestimmt ist.

Diese Aufgabe kann gemeinsam mit den in Artikel 2 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser erwähnten Inhabern von Wasserentnahmestellen ausgeführt werden;

3° die Entwicklung von zum Erzielen ihres Gesellschaftszwecks erforderlichen Mitteln, insbesondere durch die eigenen Einnahmen, die sie zum Ausgleich ihrer Dienstleistungen in Sachen Schutz und Abwasserreinigung einlöst und durch jegliches gewöhnliche Finanzgeschäft;

4° die Förderung einer Koordinierung zwischen Entwässerung und Klärung, indem sie sich an den in Artikel 32, Absatz 2 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung erwähnten Kosten für die Durchführung der Kanalisationsarbeiten beteiligt;

5° die Durchführung der erforderlichen Untersuchungen im Hinblick auf eine Verbesserung der Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs, im Hinblick auf die Ausarbeitung einer allgemeinen Methodologie zur Bewirtschaftung und Preisfestsetzung, die von allen Wassererzeugern, -verteilern und Vereinigungen für die Klärung anzuwenden ist, und zwar um:

— ein Selbstkostenpreisgefüge des Wassers zu entwickeln, das von den Wassererzeugern, -verteilern und Vereinigungen für die Klärung anzuwenden ist;

— die Grundsätze und Kriterien zu bestimmen, die auf eine universelle Wasserlieferung und eine angepaßte soziale Tarifierung anzuwenden sind;

— Übereinstimmungen zwischen Wassererzeugern, -verteilern und Vereinigungen für die Klärung zu entwickeln und zu fördern.

KAPITEL III — *Grundkapital und Verwaltungsrat*

Grundkapital

**Art. 7** - § 1. Das bei der Gründung der « *S.P.G.E.* » gezeichnete Kapital wird auf eine Milliarde BEF festgelegt. Es kann gemäß den in den Satzungen festgelegten Bedingungen erhöht werden.

Die « *S.P.G.E.* » kann verschiedene Aktienkategorien einrichten und einer oder mehrerer dieser Kategorien Vorzugsdividenden zuteilen.

Sie kann außerdem von den Gründern gezeichnete oder nicht gezeichnete Gewinnanteile ausstellen.

Sie kann ebenfalls Aktien mit und ohne Stimmrecht ausstellen.

§ 2. Folgende Einrichtungen können Aktieninhaber der « S.P.G.E. » werden:

- 1° die Wallonische Region;
- 2° eine öffentliche Holdinggesellschaft, die sich aus der « Société régionale d'investissements de Wallonie » (Regionale Investitionsgesellschaft für Wallonien) und aus der « Société wallonne des distributions d'eau » (« S.W.D.E. » - Wallonische Wasserverteilungsgesellschaft) zusammensetzt, insofern diese nicht über mehr als 20 % der Anteile dieser Holdinggesellschaft verfügt;

3° die von der Regierung zugelassenen Geldinstitute;

4° eine Handelsgesellschaft, die von den in Absatz 2, a. bis d. des vorliegenden Paragraphen zu gründen ist.

Folgende Personen oder Einrichtungen können Aktieninhaber der in Absatz 1, 4° des vorliegenden Artikels erwähnten Handelsgesellschaft werden:

a. die Inhaber von Wasserentnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser;

b. die Wasserverteiler;

c. die auf der Grundlage des Artikel 17 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung zugelassenen Vereinigungen für die Klärung;

d. die von den in den Punkten a. bis c. erwähnten Personen gegründeten Gesellschaften, einschließlich der Gemeinden.

§ 3. Die öffentlich-rechtlichen Aktieninhaber stellen mindestens 50% des Kapitals plus eine Aktie dar.

§ 4. Der in Paragraph 2, 4° erwähnten Gesellschaft wird ein Vorkaufsrecht auf die abgetretenen Aktien gewährt. Falls die in Paragraph 2, 4° erwähnte Gesellschaft dieses Vorkaufsrecht nicht vollständig oder teilweise ausübt, wird es der Holdinggesellschaft anvertraut. Falls die Holdinggesellschaft dieses Vorkaufsrecht nicht vollständig oder teilweise ausübt, wird dieses der « S.W.D.E. » anvertraut. Falls letztere dieses Vorkaufsrecht nicht vollständig oder teilweise auf die restlichen Aktien ausübt, wird es der Region anvertraut.

§ 5. Jede Abtretung unterliegt dem Beschluß des Verwaltungsrats, der mit der Einstimmigkeit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder entscheidet. In Ermangelung einer Einigung im Verwaltungsrat wird die Angelegenheit vor die Generalversammlung verwiesen, wo der Abtretungsbeschluß mit der qualifizierten Mehrheit von 75 % der vertretenen Anteile gefaßt wird.

§ 6. Der Aktieninhaber, der den in Paragraph 2 erwähnten Bedingungen nicht mehr zu genügen vermag, muß die Aktien der « S.P.G.E. », über die er verfügt, zu dem nach der Abschätzung der Sachverständigen festgelegten Preis abtreten. Diese Anteile werden gemäß der in Paragraph 4 vorgesehenen Vorkaufreihefolge den verschiedenen öffentlich-rechtlichen Gesellschaftern angeboten.

Wenn der Aktieninhaber eine juristische Person ist, können deren Gesellschafter jedoch vor der Ausübung des in Paragraph 4 erwähnten Vorkaufsrechts vorzugsweise einen Prozentsatz der abgetretenen Aktien erwerben, der höchstens dem Prozentsatz entspricht, über den sie innerhalb der « S.P.G.E. » aufgrund ihrer Beteiligung in der aktienbesitzenden juristischen Person verfügen.

#### Unvereinbarkeiten

**Art. 8 - § 1.** Die Eigenschaft als im Verwaltungsrat oder -ausschuß tagender Verwalter ist unvereinbar mit der Ausübung eines Amtes, das seine Unabhängigkeit bei der Durchführung seiner Aufgaben innerhalb der « S.P.G.E. » und im Rahmen des Geschäftsführungsvertrags beeinträchtigen könnte.

§ 2. In Abweichung von dem vorhergehenden Paragraphen werden ein Drittel der die in Artikel 7, § 2, 4° des vorliegenden Dekrets erwähnte Gesellschaft vertretenden Verwaltungsratsmitglieder im Verwaltungsrat der « S.P.G.E. » zugelassen. Bei der Gründung der « S.P.G.E. » werden die Interessen der Wassererzeuger und -verteiler durch zwei Verwaltungsratsmitglieder und die Interessen der Betreiber der Kläranlagen durch drei Verwaltungsratsmitglieder vertreten. Ebenso wird die « Société wallonne des distributions d'eau » durch ein Verwaltungsratsmitglied vertreten.

#### KAPITEL IV. — Geschäftsführungsvertrag

##### Eigenart und Inhalt des Geschäftsführungsvertrags

**Art. 9 - § 1.** Die « S.P.G.E. » führt die in Artikel 6 § 2 erwähnten Aufgaben auf der Grundlage eines mit der Regierung abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrags aus.

§ 2. Dieser Vertrag bestimmt die zu erreichenden Zielsetzungen in Sachen öffentlicher Abwasserreinigung und Schutz der Wasserentnahmestellen unter Berücksichtigung der Politik der Regierung in Sachen Wasserbewirtschaftung auf der Grundlage des Aktionsprogramms für die Qualität des Wassers.

§ 3. Der Geschäftsführungsvertrag gibt entsprechend den allgemeinen Grundsätzen der Ausführung der Aufträge des öffentlichen Dienstes die der « S.P.G.E. » aufgrund des Artikels 6, § 2 des vorliegenden Dekrets zugewiesenen Aufträge an.

Er regelt folgende Angelegenheiten:

1° das in Sachen Abwasserreinigung und Schutz der Wasserentnahmestellen durchzuführende Investitionsprogramm;

2° der den Betriebslasten der Klärstationen entsprechende Finanzplan;

3° die zu entwickelnden und einzusetzenden leistungsbezogenen Mittel und Techniken, wie die Richtnormen in Sachen Erzeugung, Klärung und Kanalisationen, die Methodologien für die einheitliche Kostenrechnung, die Vereinheitlichung der Lastenhefte;

4° die Grundsätze, die das Entgelt für die Dienstleistungen zum Schutz der Wasserentnahmestellen und zur Abwasserreinigung regieren;

5° die in Sachen Koordinierung der Beteiligten und Beschleunigung der Entscheidungsprozesse erwarteten Zielsetzungen;

§ 4. Der Geschäftsführungsvertrag enthält ebenfalls:

- a. die verwaltungsmäßigen, vorschrittmäßigen und sozialen Verpflichtungen der Region;
- b. die Beteiligung der Gesellschaft an den ihr zugewiesenen Zielsetzungen, sowie die Geldstrafen im Falle einer Nichtbeachtung durch einen Vertragspartner seiner sich aus dem Geschäftsführungsvertrag ergebenden Verpflichtungen;
- c. die Elemente, die der in Artikel 11 des vorliegenden Dekrets erwähnte Betriebsplan enthalten muß und die Fristen für die Übermittlung und Genehmigung des Plans;
- d. die Revisions- und Anpassungsbedingungen des Vertrags unter Berücksichtigung:
  - des Auftretens unvorhersehbarer Vorfälle;
  - der Aktualisierung des Aktionsprogramms für die Qualität des Wassers;
  - dringend durchzuführender Maßnahmen.

§ 5. Jede im Geschäftsführungsvertrag ausgedrückte Auflösungsklausel gilt als ungeschrieben.

Der Artikel 1184 des Zivilgesetzbuches ist nicht auf den Geschäftsführungsvertrag anwendbar. Die Partei, gegenüber welcher eine Verpflichtung in dem Geschäftsführungsvertrag nicht erfüllt wird, kann lediglich die Ausführung der Verpflichtung verklagen und gegebenenfalls unbeschadet der Anwendung jeglicher in dem Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen besonderen Strafmaßnahme Schadenersatz beanspruchen.

§ 6. Der Geschäftsführungsvertrag wird durch ein Lastenheft ergänzt, in dem die besonderen Modalitäten für die Durchführung der gesamten oder teilweisen Elemente des Geschäftsführungsvertrags festgelegt werden. Dieses Lastenheft beschreibt insbesondere die Aufgaben und Verpflichtungen einer jeden Gruppe von Beteiligten aufgrund der bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

#### Abschluß und Dauer des Geschäftsführungsvertrags

**Art. 10** - § 1. Der Geschäftsführungsvertrag wird für eine Dauer von fünf Jahren abgeschlossen. Er kann Gegenstand eines Nachtrags sein.

Er tritt lediglich nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft. Er wird dem Wallonischen Regionalrat vor seinem Inkrafttreten durch die Regierung übermittelt.

§ 2. Ein jährlicher Bericht über die Bewertung der Ausführung des Geschäftsführungsvertrags wird von der « S.P.G.E. » an die Regierung gerichtet, und zwar spätestens am 1. Juli des Jahres, das auf das Geschäftsjahr folgt, auf das er sich bezieht.

Der jährliche Bericht wird innerhalb des darauffolgenden Monats von der Regierung an den Wallonischen Regionalrat gerichtet.

§ 3. Sechs Monate vor Ablauf des Geschäftsführungsvertrags unterbreitet die Regierung der « S.P.G.E. » vorzugsweise einen Vorschlag für einen neuen Geschäftsführungsvertrag.

Falls bei Ablauf des Geschäftsführungsvertrags kein neuer Geschäftsführungsvertrag abgeschlossen wird, so wird der laufende Geschäftsführungsvertrag von Rechts wegen für ein Jahr verlängert, wenn er nicht vollständig erfüllt wurde. Nach Ablauf der Verlängerung verabschiedet die Regierung für ein Jahr einen Verwaltungsplan, der einmal erneuert werden kann.

#### Betriebsplan und Arbeitsberichte

**Art. 11** - Die « S.P.G.E. » erstellt:

- einen Betriebsplan, der insbesondere ein internes System zur Geschäftsführungskontrolle anhand von Leistungsindikatoren beinhaltet;
- jährliche Arbeitsberichte über die allgemeinen Leistungen des Wassersektors und insbesondere das Niveau der in Sachen öffentlicher Abwasserreinigung und Schutz der Wasserentnahmestellen erzielten Ergebnisse.

#### KAPITEL V. — Technische Unterstützung

**Art. 12** - § 1. Die Region kann vorbehaltlich des Einverständnisses des Verwaltungsrats der « S.P.G.E. » durch einen Erlaß der Regierung das zur Ausführung der Aufgaben der « S.P.G.E. » zweckdienliche Verwaltungsrecht, Nutzungsrecht, Nutznießungsrecht, sowie jegliches dingliche Recht bezüglich einer jeden Parzelle ihres Grundbesitzes einbringen, einschließlich des Baurechts.

In diesem Fall gehen die durch die Ausübung der von der Region abgetretenen Rechte entstandenen neuen Verpflichtungen zu Lasten der « S.P.G.E. ».

§ 2. Im Hinblick auf die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks kann die « S.P.G.E. » auf der Grundlage des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken Gebäude und Grundstücke enteignen, nachdem sie von der Regierung dazu genehmigt wurde.

#### Personal

**Art. 13** - Die Wallonische Regierung ist befugt, der Gesellschaft in Anwendung der Regeln bezüglich der Aufgaben nach den von ihr festgelegten Modalitäten Personal aus ihren Dienststellen zur Verfügung zu stellen.

#### KAPITEL VI — Sachverständigenausschuß

**Art. 14** - § 1. Innerhalb der « S.P.G.E. » wird ein Sachverständigenausschuß gegründet, der folgende Aufgaben zu erfüllen hat:

- bei dem Verwaltungsrat entweder auf eigene Initiative oder auf dessen Anfrage Gutachten über jegliche technische Frage bezüglich der Wasserbewirtschaftung abgeben;
- Gutachten über die technischen Fragen abgeben, die in einem Streitfall zwischen jedem Inhaber von Wasserentnahmestellen, jeder für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung oder jeder Vereinigung für die Klärung und der « S.P.G.E. » auftreten könnten.

Unter Vorbehalt anderslautender Bestimmungen zu dem Zeitpunkt des Antrags auf ein Gutachten werden diese Gutachten innerhalb von zwanzig Tagen abgegeben, nachdem der Ausschuß befaßt wurde.

§ 2. Der Sachverständigenausschuß setzt sich aus acht effektiven Mitgliedern und acht stellvertretenden Mitgliedern, die von der Wallonischen Regierung bezeichnet werden, zusammen, von denen zwei die Regierung vertreten und:

- zwei natürliche Personen den Sektor der Wassererzeugung und der Wasserverteilung auf der Grundlage einer von dem Verwaltungsrat der « S.P.G.E. » vorgelegten doppelten Liste vertreten;
- zwei natürliche Personen den Sektor der Abwasserklärung auf der Grundlage einer von dem Verwaltungsrat der « S.P.G.E. » vorgelegten doppelten Liste vertreten;
- zwei natürliche Personen die Gemeinden auf der Grundlage einer von der « Union des Villes et Communes de Wallonie » (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vorgelegten doppelten Liste vertreten.

Unter seinen Mitgliedern bezeichnet der Ausschuß seinen Vorsitzenden und seinen stellvertretenden Vorsitzenden.

Die Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied der « S.P.G.E. » oder als Mitglied des Kontrollausschusses für Wasser ist unvereinbar mit der Eigenschaft als Mitglied des Sachverständigenausschusses.

Der Vorsitzende und die stellvertretenden Vorsitzenden der « S.P.G.E. » oder deren Vertreter nehmen an den Versammlungen des Ausschusses teil. Die « S.P.G.E. » übernimmt das Sekretariat des Ausschusses.

§ 3. Der Sachverständigenausschuß wird von einer ständigen Zelle unterstützt, deren Mitglieder von der « S.P.G.E. » angestellt werden und deren Aufgabe es ist, dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden des Ausschusses Beistand zu leisten.

§ 4. Die Mitglieder des Sachverständigenausschusses sind jederzeit absetzbar, falls es ihnen unmöglich ist, ihr Amt auszuüben, sie eine schwere Verfehlung begangen haben oder sie die Eigenschaft verlieren, aufgrund deren sie bezeichnet wurden.

§ 5. Die Regierung verabschiedet die Dauer der Mandate, die Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise des Ausschusses beziehen, den Betrag der eventuell gewährten Entschädigungen und Anwesenheitsvergütungen, sowie die Fragen über die das Gutachten des Sachverständigenausschusses zwangsweise erforderlich ist.

#### KAPITEL VII — Auflösung der Gesellschaft

**Art. 15** - Die Auflösung der « S.P.G.E. » kann lediglich aufgrund eines Dekrets ausgesprochen werden, das die Auflösungsform und -bedingungen regelt.

#### KAPITEL VIII — Verschiedene Bestimmungen

##### Kontrollausschuß für Wasser

**Art. 16** - § 1. Ein Kontrollausschuß für Wasser wird eingerichtet, der beauftragt ist, durch seine Gutachten darauf zu achten, daß der Entwicklung des Wasserpreises eine Richtung im Sinne des Allgemeinwohls und der auf Ebene der Wallonischen Region geführten Politik in Sachen Wasserwesen gegeben wird.

§ 2. Der Kontrollausschuß für Wasser setzt sich aus vierzehn effektiven Mitgliedern und vierzehn stellvertretenden Mitgliedern zusammen, die von der Regierung bezeichnet werden, zusammen, darunter:

- vier Vertreter der Gemeinden auf der Grundlage einer von der « Union des Villes et Communes de Wallonie » vorgelegten doppelten Liste;
- zwei Vertreter der Region;
- zwei Vertreter der Verbraucher auf der Grundlage einer von dem « conseil central de la consommation » (Zentralrat für Konsum) vorgeschlagenen Liste;
- sechs Vertreter auf der Grundlage einer von dem « Conseil économique et social de la Région wallonne » (« C.E.S.R.W. » - Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) vorgeschlagenen Liste.

Außerdem erhält der Kontrollausschuß für Wasser den Beistand von:

- zwei Vertretern der « S.P.G.E. »;
- zwei Vertretern der Wassererzeuger und zwei Vertretern der von der in Artikel 7, § 2, 4<sup>e</sup> des Dekrets erwähnten Handelsgesellschaft bezeichneten Vereinigungen für die Klärung.

Die Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied der « S.P.G.E. » oder als Mitglied des Sachverständigenausschusses ist unvereinbar mit der Eigenschaft als Mitglied des Kontrollausschusses für Wasser.

§ 3. Jegliche Akte bezüglich einer Preiserhöhung für einen der Bestandteile des Wasserpreises wird ihm zugestellt. Er setzt die « S.P.G.E. » davon in Kenntnis.

§ 4. Die Regierung bestimmt den Sitz des Ausschusses, die Modalitäten der Arbeitsweise, die Dauer der Mandate seiner Mitglieder, sowie den Betrag der eventuell gewährten Entschädigungen und Anwesenheitsvergütungen.

Die Mitglieder des Ausschusses sind jederzeit absetzbar, falls es ihnen unmöglich ist, ihr Amt auszuüben, sie eine schwere Verfehlung begangen haben oder sie die Eigenschaft verlieren, aufgrund deren sie bezeichnet wurden.

§ 5. Das Sekretariat des Ausschusses wird von dem Personal des « Conseil économique et social de la Région wallonne » übernommen gemäß dem Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisierung der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines « Conseil économique et social de la Région Wallonne » (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region).

##### Einlagen

**Art. 17** - Die Region kann vorbehaltlich des Einverständnisses des Verwaltungsrats der « S.P.G.E. » durch einen Erlaß der Regierung in die letztere Güter einbringen, die dem Grundbesitz der Region angehören, insbesondere:

- die dinglichen Rechte bezüglich der gesamten oder teilweisen Güter, die mittelbar oder unmittelbar der Tätigkeit der « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau » (« E.R.P.E. » - Regionales Unternehmen für die Herstellung und Zuleitung des Wassers) zugeteilt werden, nachdem diese Güter der Abschätzung der Sachverständigen unterworfen wurden;

- die Anteile, über die die Region innerhalb der « Société wallonne des distributions d'eau » verfügt.

Die Regierung kann der « S.P.G.E. » genehmigen, die Nutznießung der Güter, die mittelbar und unmittelbar der Tätigkeit der « E.R.P.E. » zugeteilt sind, in die « S.W.D.E. » einzubringen, insofern die Benutzer dieser Güter, deren Gesellschaftssitz sich in der Wallonischen Region befindet, imstande sind, sich mit der « S.W.D.E. » an der Verwaltung dieser Güter zu beteiligen.

Die Anteile der « S.P.G.E. » am Kapital der « S.W.D.E. » dürfen 20 % nicht überschreiten.

KAPITEL IX. — *Abänderungsbestimmungen**Abschnitt I* — Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung

**Art. 18** - In Artikel 2 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung in seiner letzten, durch das Dekret vom 23. Juni 1994 abgeänderten Fassung, wird folgende Bestimmung beigelegt:

« 24° Klärung: Primär-, Sekundärbehandlung oder angemessene Behandlung des Abwassers vor dessen Ableitung in ein Wassereinzugsgebiet, um die Normen und Vorschriften bezüglich des städtischen Abwassers zu beachten und um in dem Vorfluter eine Qualität des Wassers zu erreichen, die gemäß den Bestimmungen bezüglich der aufnehmenden Gewässer den Sollwerten und den Richtwerten entspricht;

25° öffentliche Abwasserreinigung: die gesamten Vorgänge zur Abwassersammlung, zur öffentlichen Abwasserklärung und zu den in Artikel 32, Absatz 2 des Dekrets erwähnten Entwässerungsarbeiten;

26° Dienstleistungsvertrag für die Klärung und Sammlung: zwischen der « Société publique de gestion de l'eau » und den zugelassenen Klärungsgesellschaften getroffenes Abkommen, nach dessen Bestimmungen die letzteren gegen Entgelt im Namen und auf Rechnung der erstgenannten Aufträge des öffentlichen Dienstes, Untersuchungen, den Bau von Klärvorrichtungen und die Klärung von bestimmten Abwasservolumen ausführen;

27° « Société publique de gestion de l'eau » (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung): die aufgrund des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer « Société publique de gestion de l'eau » gegründete Gesellschaft;

28° Verwaltung: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt. » .

**Art. 19** - Der Artikel 16 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 16 - § 1. Die Regierung beauftragt die « Société publique de gestion de l'eau » durch einen Geschäftsführungsvertrag mit der Ausführung der in den Paragraphen 1, 3°, erster Strich, und 3 des Aktionsprogramms für die Qualität des Wassers erwähnten Anweisungen, insofern sie die öffentliche Abwasserreinigung betreffen. ».

**Art. 20** - Der Artikel 17 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 17 - Unbeschadet des Artikels 135 des neuen Gemeindegesetzes vom 24. Juni 1988 kann die Regierung juristische Personen öffentlichen Rechts als Vereinigung für die Klärung zulassen, um die in Artikel 18 festgelegten Aufträge innerhalb eines bestimmten Zuständigkeitsgebiets auszuführen.

Die Regierung kann Anordnungen erlassen, die Zulassung entziehen, wenn die Vereinigung für die Klärung ihren Verpflichtungen, die sich aus dem in Artikel 20 des vorliegenden Dekrets erwähnten Geschäftsführungsvertrag ergeben, nicht nachkommt. Die Regierung legt die Gründe für den Entzug der Zulassung fest. ».

**Art. 21** - Der Artikel 18 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 18 - Um als Vereinigung für die Klärung zugelassen zu werden, muß die juristische Person öffentlichen Rechts als Interkommunale gegründet worden sein und insbesondere folgende Aufgaben zum Ziel haben:

1° sich an der Ausarbeitung der Abwasserreinigungsprogramme im Rahmen der Ausführung des Aktionsprogramms für die Qualität des Wassers beteiligen und den Abwasserreinigungsdienst übernehmen;

2° die Konzipierung, den Bau und die Gestaltung der zur Sammlung und Klärung des Abwassers aus den öffentlichen Kanalisationen bestimmten Bauwerke gewährleisten;

3° die Anlagen, die innerhalb des Zuständigkeitsgebiets der Vereinigung die Klärung des durch die öffentlichen Kanalisationen gesammelten Abwassers gewährleisten, verwalten, betreiben und ihre Wirksamkeit verbessern;

4° eine getrennte Buchhaltung für ihre Klärvorgänge führen, die den von der Regierung festgelegten Regeln entspricht;

5° die Fäkalien der Faulgruben beseitigen und gemäß den Regeln des Artikels 39 in diesen Stationen die von den zugelassenen Grubenentleerern abgegebenen Fäkalien in Empfang nehmen;

6° den Befragungen der Gemeinden über die Dokumente bezüglich der allgemeinen Entwässerungspläne gemäß dem Artikel 33, § 1 nachkommen;

7° auf Anfrage der « Société publique de gestion de l'eau » andere Aufgaben in Sachen Abwasserklärung ausführen;

8° die Verwaltung von dem Zufluß von abnormalem Abwasser und von den Störungen bei der Klärung des zu behandelnden Abwassers, die in ihrem Zuständigkeitsgebiet festgestellt werden, in Kenntnis setzen;

9° mit den sich auf dem Zuständigkeitsgebiet der Vereinigung befindenden Gemeinden eine perfekte Koordinierung zwischen der Klärung und den gemeindlichen Kanalisationsarbeiten organisieren.

Diese Vereinigungen für die Klärung können ebenfalls Entwässerungsarbeiten ausführen. ».

**Art. 22** - Der Artikel 20 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 20 - § 1. Die « Société publique de gestion de l'eau » gewährleistet die Ausführung ihrer Aufgaben in Sachen Abwasserklärung, die in dem in Artikel 16, § 4 erwähnten Geschäftsführungsvertrag angegeben werden, entweder direkt oder durch Vergabe an Subunternehmen mittels eines mit den Vereinigungen für die Klärung abgeschlossenen Dienstleistungsvertrags für die Klärung und Sammlung.

§ 2. Der Dienstleistungsvertrag für die Klärung und Sammlung wird nach den unten erwähnten Vorschriften geregelt. Die zivilrechtlichen Regeln werden ergänzend angewandt.

Der Dienstleistungsvertrag besteht aus einem für eine Frist von zwanzig Jahren abgeschlossenen Rahmenvertrag und wird durch Nachträge näher bestimmt, die jeweils einen Zeitraum von drei Jahren umfassen, mit Ausnahme des ersten Nachtrags, der einen Zeitraum von zwei Jahren umfaßt.

Der Rahmenvertrag regelt die Rechte und Pflichten bezüglich folgender Elemente:

1° die Untersuchungen, die Abtretungen dinglicher Rechte, die Leasingverträge für Immobiliengeschäfte, sowie die zur Ausführung der in dem Aktionsprogramm für die Qualität des Wassers erwähnten Bauwerke erforderlichen Dienstleistungen und Arbeiten;



2° der Betrieb der Anlagen, einschließlich der Bewirtschaftungs- und Betriebsbedingungen der in dem Aktionsprogramm für die Qualität des Wassers erwähnten Bauwerke;

3° die der Vereinigung für die Klärung anvertrauten Vollmachtserteilungen und Mandate zur Gewährleistung der Bauherrschaft im Namen und auf Rechnung der « S.P.G.E. » ;

4° die anderen in Artikel 18, 1° bis 9° angegebenen Aufgaben;

5° die Normen und Kriterien zur Bewertung der Leistungsfähigkeiten;

6° die Modalitäten zur Preisfestsetzung und -berechnung, sowie die Zahlungsfristen, einschließlich der die Vorschüsse regelnden Vorschriften;

7° die Modalitäten zur Kontrolle der Durchführung des Vertrags;

8° die Geldstrafen und spezifischen Maßnahmen, falls die Verpflichtungen nicht oder schlecht erfüllt werden.

Die Nachträge regeln insbesondere die Rechte und Pflichten bezüglich folgender Elemente:

1° die zu verwirklichenden Bauwerke, die Ausführungsfristen und die betroffene Abwasserreinigungszone;

2° die Bauwerke, deren Betriebsfähigkeit zu gewährleisten ist;

3° die Revisionen und Anpassungen der Regeln für die Preisfestsetzung der Dienstleistungen für die Klärung und der Normen und Kriterien zur Bewertung der Leistungsfähigkeiten.

Ein Jahr vor Fristablauf des Nachtrags werden die Verhandlungen im Hinblick auf die Festlegung der Bestimmungen des nächsten Nachtrags eingeleitet.

§ 3. Hinsichtlich der von den Vereinigungen ausgeführten und zeitlich oder finanziell schwer einzuschätzenden Aufgaben, kann ein dem Umfang der Bauwerke, für die diese Aufgaben ausgeführt werden, entsprechender Pauschalbetrag vereinbart werden.

Falls die Vereinigungen für die Klärung zur Ausführung mancher Aufgaben oder Dienstleistungen den Markt in Anspruch nehmen, werden diese zum Einstandspreis entlohnt.

§ 4. Die Vereinigungen für die Klärung erfüllen ihre Verpflichtungen so wie sie sich aus dem Vertrag ergeben unter Berücksichtigung der Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge.

§ 5. Falls der für die Untersuchungen der in Artikel 18, 1° bis 4° erwähnten Bauwerke erforderliche geschätzte Betrag die Summe von 50 Millionen ohne die Mehrwertsteuer und falls der Betrag der Arbeiten die Summe von 150 Millionen ohne die Mehrwertsteuer für den Betrag der Arbeiten überschreitet, holt die « Société publique de gestion de l'eau » die Stellungnahme der Verwaltung ein. Diese gibt ihr begründetes Gutachten ab, und zwar innerhalb der von der Gesellschaft festgelegten Frist, die nicht unter fünfzehn Kalendertagen und nicht über vierzig Kalendertage liegen darf. Diese Fristen werden vom 15. Juli bis zum 15. August ausgesetzt.

Falls die Verwaltung ihr Gutachten nicht innerhalb der festgelegten Frist abgegeben hat, wird dieses als günstig angesehen und die « Société publique de gestion de l'eau » faßt ihren Beschluß ohne Gutachten.

§ 6. Die Projekte bezüglich der für die Klärung des Oberflächenwassers bestimmten Arbeiten müssen sich in das in Artikel 16 erwähnte Aktionsprogramm einfügen und den aufgrund des Artikels 8 festgelegten technischen Regeln und den von der Regierung festgelegten Kriterien genügen.

§ 7. Die « Société publique de gestion de l'eau » erstellt:

a. ein Muster des Betriebstagebuchs der Klärstationen, das von den Vereinigungen oder von den Gemeinden zu führen ist;

b. ein Muster des jährlichen technischen Berichts, den die Vereinigungen innerhalb einer festgelegten Frist an die Verwaltung und an die « S.P.G.E. » zu richten haben.

§ 8. Die Regierung kann auf Vorschlag der « Société publique de gestion de l'eau » die Regeln für die Führung einer getrennten Geschäftsbuchhaltung bezüglich der aufgrund des Artikels 18 anvertrauten Aufgaben festlegen.

§ 9. Die Regierung achtet darauf, daß die Vereinigungen für die Klärung die Regeln des vorliegenden Kapitels einhalten. Sie legt die Modalitäten dieser Kontrolle fest und bezeichnet die Beamten der Verwaltung, die sie ermächtigt, zu diesem Zweck die Kläranlagen zu betreten und sich die technischen Dokumente und Rechnungsunterlagen, die zu führen sind, vorzeigen zu lassen. Die Kontrollberichte werden unverzüglich der « S.P.G.E. » übermittelt. ».

**Art. 23** - Der Artikel 25, Absatz 1, 1° desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 1° das Entgelt als Gegenleistung der aufgrund des Geschäftsführungsvertrags von der « S.P.G.E. » übernommenen Aufgaben und Verpflichtungen; ».

**Art. 24** - Der Artikel 32 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

« Um das gleiche Ziel zu erreichen, kann sie außerdem Kriterien verabschieden, die es ermöglichen, diejenigen Arbeiten festzulegen, die in dem in Artikel 33 erwähnten allgemeinen Entwässerungsplan in Aussicht genommen werden und deren Ausführung entweder zur Gewährleistung der Optimierung der Betriebsfähigkeit der Klärstationen, oder auch zur Gewährleistung eines raschen Schutzes der empfindlichen Gebiete wie die Präventivzonen oder die Überwachungszonen, vorrangig ist. ».

**Art. 25** - In Artikel 34 desselben Dekrets:

1. wird der Punkt 1° durch folgende Wörter ergänzt: « sowie dessen Auswirkung auf die Präventivzonen und die Überwachungszonen »;

2. wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut beigefügt:

« 3° die Koordinierung zwischen den Kanalisationsarbeiten und den Kläranlagen, die bereits vorhanden oder in den kommenden fünf Jahren einzurichten sind und die das Abwasser aus diesen Kanalisationen aufnehmen können; ».

*Abschnitt II* — Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser

**Art. 26** - Der Artikel 1, § 1 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser in seiner letzten, durch das Dekret vom 7. März 1996 abgeänderten Fassung wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

« 20° « Société publique de gestion de l'eau » (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung): die aufgrund des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer « Société publique de gestion de l'eau » eingerichtete Gesellschaft;

21° Dienstleistungsvertrag für die Abwasserreinigung: das zwischen einem Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der « Société publique de gestion de l'eau » getroffene Abkommen, nach dessen Bestimmungen der Wasserezeuger die Dienstleistungen der Gesellschaft mietet, um nach einer bestimmten Planung die öffentliche Abwasserreinigung eines Wasservolumens durchzuführen, das dem zur Verteilung in der wallonischen Region durch die öffentliche Wasserversorgung bestimmten erzeugten Wasservolumen entspricht;

22° Dienstleistungsvertrag für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitem Wassers: das zwischen einem Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, das dieser für die öffentliche Wasserversorgung bestimmt, und der « Société publique de gestion de l'eau » getroffene Abkommen, nach dessen Bestimmungen die letztere gegen Entgelt den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitem Wassers, so wie er in den in Artikel 5, § 2 erwähnten Programmen bestimmt wird, gewährleistet.

**Art. 27** - Der Artikel 4, § 1 desselben Dekrets in seiner letzten, durch das Dekret vom 7. März 1996 abgeänderten Fassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1. Die Entnahme von aufbereitem Wasser unterliegt:

— einerseits, entweder einer Gebühr, deren Betrag auf 3 BEF je m<sup>3</sup> im Laufe des Jahres der Wasserentnahme erzeugtes Wasser festgelegt wird, oder dem Abschluß eines Dienstleistungsvertrags für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitem Wassers mit der « Société publique de gestion de l'eau »;

— und andererseits, entweder dem Abschluß eines Dienstleistungsvertrags für die Abwasserreinigung mit der « Société publique de gestion de l'eau », nach dessen Bestimmungen der Erzeuger des Wassers die Dienstleistungen der Gesellschaft mietet, um nach einer bestimmten Planung die öffentliche Abwasserreinigung eines Wasservolumens durchzuführen, das dem zur Verteilung in der wallonischen Region durch die öffentliche Wasserversorgung bestimmten erzeugten Wasservolumen entspricht, oder der Ausführung dieser Aufgabe für die Klärung durch ihn selbst, entsprechend des von ihm erzeugten Wasservolumens. ».

**Art. 28** - Der Artikel 5 desselben Dekrets in seiner letzten, durch das Dekret vom 7. März 1996 abgeänderten Fassung wird durch einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« § 5. Die Regierung kann die « Société publique de gestion de l'eau » beauftragen, Arbeiten für den Schutz der bestimmten Wasserentnahmestellen durchzuführen, wenn sich diese als erforderlich erweisen und insofern sie nicht in den in Paragraph 2 erwähnten Programmen eingetragen sind und von den Erzeugern vorgeschlagen werden. ».

**Art. 29** - Der Artikel 5 desselben Dekrets in seiner letzten, durch das Dekret vom 7. März 1996 abgeänderten Fassung wird durch einen Paragraphen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« § 6. Ebenso kann die Regierung die « Société publique de gestion de l'eau » mit der Durchführung jeglicher Untersuchung beauftragen, die es ermöglicht Folgendes aufzustellen:

- a. ein Muster des Betriebstagebuchs für die Wassererzeugung, das von den Gebührenpflichtigen zu führen ist;
- b. ein Muster des jährlichen technischen Berichts, den die Gebührenpflichtigen innerhalb einer festgelegten Frist an die Verwaltung und an die « S.P.G.E. » zu richten haben;
- c. die Regeln für die Führung einer angepaßten Geschäftsbuchhaltung;
- d. die Regeln und Kriterien, die die Begrenzung der Produktionskosten ermöglichen;
- e. die Regeln, die auf die Gewährleistung einer größeren Transparenz der Kosten abzielen, die den Selbstkostenpreis des erzeugten Wassers bilden. ».

*Abschnitt III* — Dekret vom 21. April 1994 zur Umweltspezifischen Planung im Rahmen einer Nachhaltigen Entwicklung

**Art. 30** - Der Artikel 16 des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

« Die Regierung kann die zu entwickelnden Aktionsmöglichkeiten jährlich neu bewerten. ».

**Art. 31** - In Artikel 17, 2° desselben Dekrets werden die Wörter « das bezugnehmend auf das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, das mehrjährige Programm zur Reduzierung der Verschmutzung der Oberflächenwasser integriert » durch die Wörter « so wie es in dem Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer « Société publique de gestion de l'eau » (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) erwähnt wird » ersetzt.

*Abschnitt IV* — Programmdekret vom 17. Dezember 1997

**Art. 32** - Der Artikel 16 des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 wird durch einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« § 4. Die gesamten oder teilweisen Einnahmen des Fonds werden an die « S.P.G.E. » abgetreten, wenn die letztere die von der Region aufgenommenen Verpflichtungen und Anleihen, sowie die Aufgaben, für die der Fonds eingesetzt wurde und die in dem Geschäftsführungsvertrag angegeben werden, übernimmt. ».

*Abschnitt V.* — Dekret vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer

**Art. 33** - Der Artikel 3, 3° des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer in seiner letzten, durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 3° jede natürliche oder juristische Person des öffentlichen oder des privaten Rechts, die andere Abwässer als industrielle Abwässer in die in Punkt 1° erwähnten Vorfluter einleitet und die sich nicht an den in dem tatsächlichen Kostenpreis enthaltenen Kosten für die Abwasserreinigung beteiligt, da sie nicht durch die öffentliche Wasserversorgung beliefert wird.

Diese Bestimmung gilt nicht für:

- die Abwässer aus Krankenhäusern, die nicht als industrielle Abwässer betrachtet werden;
- die mit häuslichen Abwässern gleichgestellten landwirtschaftlichen Abwässer, die den von der Wallonischen Regierung verabschiedeten Bedingungen genügen. ».

**Art. 34** - In Artikel 12 desselben Dekrets in seiner letzten, durch das Dekret vom 7. März 1996 abgeänderten Fassung werden die Wörter « anderem Abwasser als industriellem » durch die Wörter « dem in Artikel 3, 3° erwähnten » ersetzt.

**Art. 35** - Der Artikel 13, § 1 desselben Dekrets in seiner letzten, durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung wird wie folgt abgeändert:

1° nach den Wörtern « der Zähler des » wird das Wort « anderen » und nach den Wörtern « entnommenen Wassers » werden die Wörter « als jenes aus der öffentlichen Wasserversorgung » eingefügt;

2° der letzte Satz des Absatzes 1 wird durch folgenden Satz ersetzt:

« Wenn das Wasser teilweise aus der öffentlichen Wasserversorgung entnommen wird, entspricht das jährliche der Abgabe unterliegende Wasservolumen dem Unterschied zwischen dem Gesamtvolumen des entnommenen Wassers oder, wenn kein Zähler vorhanden ist, der geschätzten Wasservolumen, und dem Wasservolumen, das in der letzten Verbrauchsaufstellung für das Wasser aus der öffentlichen Wasserversorgung für einen Zeitraum von einem Jahr angegeben ist. ».

**Art. 36** - In Artikel 47 desselben Dekrets in seiner letzten, durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 abgeänderten Fassung, wird der Punkt 1° durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 1° die Gegenleistung des in Artikel 5 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer « Société publique de gestion de l'eau » (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) erwähnten Geschäftsführungsvertrags, wenn er insbesondere Folgendes enthält:

- die erforderlichen Untersuchungen, die Arbeiten und die erworbenen Immobiliengüter im Rahmen der Leitung durch die zugelassenen Vereinigungen der Konzipierung, des Baus und der Gestaltung der für die Klärung der zur Sammlung und Klärung des Abwassers aus den Kanalisationen bestimmten Bauwerke;
- der Betrieb der in Artikel 18, 1° bis 9° des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung erwähnten Vereinigungen für die Klärung;
- die Investitionen, die für den Bau durch die zugelassenen Vereinigungen für die Klärung der Behandlungszentren für Fäkalien aus Faulgruben erforderlich sind und jene bezüglich der Betriebskosten dieser Zentren;
- die Behandlung des Klärschlammes aus den Klärstationen der zugelassenen Vereinigungen für die Klärung;
- die den Gemeinden zugeteilten Zuschüsse, damit diese ihren allgemeinen Entwässerungsplan gemäß dem Artikel 33, § 3 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung erstellen. ».

**Art. 37** - In Artikel 47 desselben Dekrets in seiner letzten, durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 abgeänderten Fassung:

1° wird der Punkt 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 2° die zur Ausarbeitung des Aktionsprogramms für die Qualität des Wassers erforderlichen Kosten; »;

2° die Punkte 9, 10° und 12° werden aufgehoben.

*Abschnitt VI* — Dekret vom 2. Juli 1987, das die Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport grosser Wassermengen in einen Regionalen Betrieb für Wassergewinnung und -zufuhr umwandelt

**Art. 38** - In Artikel 4 des Dekrets vom 2. Juli 1987, das die Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen in einen regionalen Betrieb für Wassergewinnung und -zufuhr umwandelt, in seiner letzten durch das Dekret vom 25. Juli 1991 abgeänderten Fassung:

1° wird der Paragraph 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1. Wenn die « Société publique de gestion de l'eau » deren Eigentümer geworden ist, kann sie der « S.W.D.E. » in dem von der Regierung festgelegten Rahmen das Nutznießungsrecht bezüglich der gesamten oder teilweisen Bauwerke abtreten, die in Artikel 2 erwähnt werden und für die Weiterführung der in Artikel 3, 2° erwähnten Aufgaben erforderlich sind. Die Ausübung des Nutznießungsrechts auf diese Güter unterliegt folgenden Bedingungen:

1. die Wahrung der Rechte des Personals der « E.R.P.E. » (Regionales Unternehmen für die Herstellung und Zuleitung des Wassers), das der « S.W.D.E. » von der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt wird;
  2. die Beteiligung der Benutzer an der Verwaltung der Bauwerke. »;
- 2° in Paragraph 4 werden die Wörter « kann » und « vornehmen » durch die Wörter « oder die « Société publique de gestion de l'eau » können » und « vornehmen » ersetzt.

**Art. 39** - In Artikel 8 desselben Dekrets werden zwischen den Wörtern « Region » und « bereitgestellten » die Wörter « oder die « Société publique de gestion de l'eau » » eingefügt.

KAPITEL X. — *Übergangsbestimmungen*

**Art. 40** - In Abweichung von Artikel 10, wird der erste Geschäftsführungsvertrag für einen Zeitraum abgeschlossen, der am 31. Dezember 2005 abläuft.

**Art. 41** - Die zu dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets bereits vorhandenen Vereinigungen für die Klärung verfügen über sechs Monate ab diesem Inkrafttreten, um dem Artikel 18 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung nachzukommen.

**Art. 42** - Die Inhaber einer Genehmigung zur Wasserentnahme können diese weiter betreiben. Sie müssen jedoch innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets:

1° die in Artikel 4, § 1, erster Strich des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser erwähnte Gebühr zahlen, oder mangels dessen der Verwaltung den Dienstleistungsvertrag für den Schutz der Wasserentnahmestellen übermitteln, den sie mit der « S.P.G.E. » geschlossen haben;

2° die Klärung der Wasservolumen vornehmen, die sie für die Verteilung in der Wallonischen Region bestimmen, oder mangels dessen der Verwaltung den in Artikel 4, § 1, zweiter Strich des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser erwähnten Dienstleistungsvertrag für die Abwasserreinigung übermitteln.

Wenn die Inhaber einer Genehmigung zur Wasserentnahme diese beiden Verpflichtungen nicht erfüllen können, übernehmen die zuständigen Behörden diese, um die Aufgaben des öffentlichen Dienstes, die ihnen obliegen, weiterzuführen und um den in dem vorhergehenden Absatz angegebenen Verpflichtungen nachzukommen. Falls die letzteren sich untätig zeigen, tritt die Region zu demselben Zweck an deren Stelle.

**Art. 43** - Die auf der Grundlage des Artikels 17 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung als Vereinigungen für die Klärung zugelassenen juristischen Personen öffentlichen Rechts bewahren diese Zulassung weiterhin im Sinne von Artikel 17 in seiner durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung, insofern sie innerhalb von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ihre Satzungen mit dem vorliegenden Dekret in Übereinstimmung gebracht haben. Unbeschadet des Artikels 17, Absatz 2 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung kann diese Zulassung lediglich durch ein Dekret entzogen werden.

**Art. 44** - In Abweichung von Artikel 3, Absatz 2 des vorliegenden Dekrets werden die zur Verteilung in der wallonischen Region bestimmten erzeugten Wasservolumen, auf deren Grundlage die Erzeuger die Abwasserreinigung verhältnismäßig gewährleisten, während einer am 21. Dezember 2004 ablaufenden Übergangsperiode auf der Grundlage der verteilten und den Verbrauchern angerechneten Wasservolumen berechnet.

**Art. 45** - Die Regierung kann die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, die Bestimmungen, durch welche die ersteren ausdrücklich oder stillschweigend abgeändert würden und andere in Sachen Umwelt, Politik bezüglich des Wassers und Naturerhaltung anwendbare Dekrete kodifizieren.

Zu diesem Zweck kann sie:

1° die Reihenfolge, die Numerierung und im allgemeinen die Gestaltung der Bestimmungen, die zu kodifizieren sind, ändern;

2° die Angaben ändern, welche die zu kodifizierenden Bestimmungen enthalten würden, um sie mit der neuen Numerierung in Übereinstimmung zu bringen;

3° die Abfassung der zu kodifizierenden Bestimmungen ändern, um sie in Übereinstimmung zu bringen und deren Terminologie zu vereinheitlichen, ohne daß die in diesen Bestimmungen eingetragenen Prinzipien in Frage gestellt werden können.

Die Kodifizierung trägt die Überschrift: « Wallonisches Gesetzbuch über das Wasser ».

Der Kodifizierungserlaß der Regierung wird den Gegenstand eines Entwurfs für ein Ratifikationsdekret bilden, der dem Wallonischen Regionalrat unterbreitet wird.

#### KAPITEL XI. — Inkrafttreten

**Art. 46** - Das vorliegende Dekret tritt am zehnten Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 33 bis 35, die an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft treten.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der technischen Entwicklung, des Sports und der internationalen Beziehungen,  
W. ANCION

—  
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*

*Dokumente des Rates.* — 445 (1998-1999) Nr. 1 bis 49.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll.* — Öffentliche Sitzung vom 31. März 1999. Diskussion. Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1912

[C - 99/27480]

**15 APRIL 1999. — Decreet betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de gestion de l'eau » (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Beginselen*

## Kringloop van het water en universele dienst

**Artikel 1.** § 1. Het water maakt deel uit van het gemeenschappelijke patrimonium van het Gewest.

De kringloop van het water wordt op een globale en geïntegreerde wijze beheerd met als voortdurend doel diens voortbestaan in het kader van een duurzame ontwikkeling te waarborgen.

§ 2. Iedereen heeft het recht te beschikken over een drinkbaar water van voldoende kwaliteit en kwantiteit voor zijn voeding, zijn huishoudelijke behoeften en zijn gezondheid.

De waterwinningen en de lozingen van afvalwater die worden uitgevoerd voor de uitoefening van dit recht mogen de natuurlijke functies en de duurzaamheid van de hulpbron niet in gevaar brengen.

§ 3. Overeenkomstig de algemene beginselen voor het milieubeheer en de internationale en gemeenschappelijke aanbevelingen moeten de kosten voor de bescherming van de hulpbron gedragen worden door de watergebruikers. Bijgevolg moeten de reële kosten van het water, naast de productie- en verdelingskosten, de kosten voor de bescherming van het water dat gewonnen wordt om drinkbaar te worden en de kosten voor de sanering van de hulpbron die gebonden zijn aan het gebruik ervan, omvatten.

§ 4. De ongelijke voorwaarden voor de toegang tot en het gebruik van de hulpbron door de gebruikers moeten in aanmerking worden genomen in het algemeen beleid van het Gewest op grond van het solidariteitsbeginsel.

## Actieprogramma voor waterkwaliteit

**Art. 2.** § 1. Om het duurzame beheer van de waterhulpbronnen te waarborgen, voert het Gewest zijn beleid op grond van een actieprogramma voor de waterkwaliteit.

Daartoe maakt de Regering, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling, een actieprogramma voor de kwaliteit van de wateren op.

Dit programma dekt alle aspecten van de kringloop van het water en houdt rekening met alle factoren die in deze kringloop optreden. Het wordt gebaseerd op de Europese aanbevelingen betreffende het gemeenschappelijke beleid inzake water, voornamelijk wat betreft het geïntegreerde beleid van de hydrografische bekken.

Daartoe bepaalt het programma de hydrografische bekken van het Gewest, die in onderbekken kunnen worden verdeeld.

Voor elk bekken of onderbekken bepaalt het programma een globaal beheersplan dat wat volgt omvat :

1° een beschrijving van :

— het natuurlijke kader (fysisch, biologisch, ecologisch,...), de antropogene drukken gebonden aan het gebruik van het water (winningen, lozingen, ...) en hun gevolgen op de kwaliteit van het oppervlakte- en grondwater alsmede op de beschikbaarheid van de watervoorraden;

— het wettelijke en reglementaire kader, de kwaliteitsdoelstellingen en de beschermingsgebieden;

— de balans van het vorige beheersplan met vermelding met name van het bedrag van de al verrichtte investeringen, de uitgevoerde onderzoeken ...;

2° de na te streven doelstellingen en hun prioriteiten;

3° de geplande acties om :

— de kwaliteit van het oppervlaktewater te verbeteren met name via de uitvoering van zuiveringswerken en de voortzetting van afwateringswerken naar gelang van de bepaalde prioriteiten alsmede de vermindering van de plaatselijke en verspreide verontreinigingen van industriële of agrarische oorsprong;

— de kwaliteit van het grondwater te handhaven of te verbeteren met name via algemene en bijzondere maatregelen voor de bescherming van de waterwinningen en grondwaterlagen;

— de beschikbare hulpbronnen redelijk te gebruiken om hun beschikbaarheid voor de volgende generaties te handhaven;

— voor het ecologische beheer van de waterlopen of hun herstelling te zorgen;

— een geïntegreerd en afgesproken beheer te ontwikkelen via de informatie, de sensibilisatie en de samenwerking van de betrokken actoren in de verschillende fasen van de opmaking van de beheersplannen;

4° de termijnen waarbinnen deze middelen worden aangewend.

§ 2. Het programma is vergezeld van gegevens betreffende zijn voorzienbaar effect op de prijs van het water, op de budgettaire gevolgen voor de openbare overheden, zijn voorzienbare effecten uit sociaal, economisch en milieuoogpunt.

§ 3. Het programma omvat een plan van de zuiveringsinstallaties met vermelding van de sites die zouden kunnen worden gebruikt voor de aanleg van de zuiveringsstations.

§ 4. Voorafgaand aan de voorlopige goedkeuring van het programma verzoekt de Regering om advies van de « S.P.G.E. » en van de in artikel 48 van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging bedoelde commissie. Ze beschikken over zestig dagen om dit advies uit te brengen. Bij gebrek aan adviezen binnen de voorgeschreven termijnen worden ze geacht gunstig te zijn. Deze adviezen worden gevoegd bij het aan de Regering voorgelegde dossier.

§ 5. De Regering kan optimaliseringsonderzoeken van het geïntegreerde beheer van de hydrografische bekken of onderbekken laten uitvoeren.

§ 6. De Regering stelt de voorwaarden vast die tot doel hebben de coherentie tussen de ligging van de voor de oprichting van zuiveringsstations bestemde sites en de regels betreffende de ruimtelijke ordening te verzekeren. Ze kan bovendien de criteria en voorwaarden voor de afwijking van de plannen van aanleg en de gemeentelijke plannen van aanleg nader bepalen.

#### Waterproducenten

**Art. 3.** De producenten van tot drinkwater verwerkbaar water, waarvan de waterwinningen in het Waalse Gewest zijn gelegen, zijn ertoe gehouden tot de financiering van de beschermingsmaatregelen van het tot drinkwater verwerkbaar water bij te dragen naar verhouding tot de hoeveelheden geproduceerd tot drinkwater verwerkbaar water.

Elke producent van tot drinkwater verwerkbaar water zorgt met het oog op de handhaving van zijn kwaliteit voor de openbare sanering van het huishoudelijke afvalwater naar verhouding tot de hoeveelheden water bestemd om verdeeld te worden in het Waalse Gewest via het openbare watervoorzieningsnet.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder « producenten van tot drinkwater verwerkbaar water » : de houders van waterwinningen in het Waalse Gewest of elke andere persoon die het water ruwweg ontvangt van een andere waterproducent die wat betreft de verkochte hoeveelheden niet heeft bijgedragen tot de openbare sanering van het afvalwater.

#### De prijs van het water en de doorzichtigheid van de kosten

**Art. 4.** De waterverdelers of de gemeente is vrij de verkoopprijs van het op het hele of een gedeelte van zijn verdelingsgebied of van zijn grondgebied verdeelde water te bepalen. De factuur moet evenwel de verschillende kosten die de reële kost van het water vormen op een gedetailleerde wijze vermelden.

Het vorige lid verhindert het Gewest niet een sociaal tarief toe te kennen aan de natuurlijke personen onder de voorwaarden en volgens de regels bepaald door de Regering.

HOOFDSTUK II. — « *Société publique de gestion de l'eau* », oprichting, maatschappelijk doel en toepasselijke wetten, werking, samenstelling en controle

**Art. 5.** § 1. De Regering of de « S.R.I.W.- Société régionale d'investissement de Wallonie » (Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij) is ertoe gemachtigd om een publiekrechtelijke N.V. samen te stellen. Deze heeft de vorm van een gespecialiseerde dochtermaatschappij in de zin van artikel 22 van de wet van 2 april 1962.

Deze dochtermaatschappij wordt genoemd « Société publique de gestion de l'eau », afgekort « S.P.G.E. »

De gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn erop toepasselijk behoudens afwijking bij dit decreet.

De handelingen van de « S.P.G.E. » worden geacht commercieel te zijn in de zin van de artikelen 2 en 3 van het Wetboek van koophandel.

§ 2. De statuten van de « S.P.G.E. » en hun wijzigingen behoeven de goedkeuring van de Regering.

De Regering keurt eveneens wat volgt goed :

- 1° de samenstelling van de raad van bestuur, van het comité van de deskundigen en het statuut van hun leden;
- 2° de oprichting van dochtermaatschappijen en de afstand van meerderheidsdeelnemingen;
- 3° de kapitaalverhogingen;
- 4° de maximumprijs van de sanerings- en beschermingsdiensten voor winningen per geproduceerd m<sup>3</sup>.

§ 3. De maatschappij wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing.

§ 4. De maatschappelijke en administratieve zetel van de Maatschappij worden gevestigd te Verviers.

**Art. 6.** § 1. De Maatschappij heeft tot doel :

— de winningen van tot drinkwater verwerkbaar water te beschermen en voor de openbare sanering van het afvalwater te zorgen;

— tot de verrichtingen betreffende de kringloop van het water bij te dragen alsmede de coördinatie van deze verrichtingen te bevorderen door tegelijkertijd te streven naar de optimalisatie en de harmonisatie van de activiteiten van de watersector in het Waalse Gewest;

— tot de doorzichtigheid van de verschillende kosten die optreden in de kringloop van het water bij te dragen;

— onderzoeken uit te voeren om de haar opgelegde doelstellingen te bereiken;

— opdrachten te vervullen die haar zijn toevertrouwd door de Waalse Regering in de watersector en met name zoals bepaald in de statuten.

§ 2. Bij het nastreven van haar maatschappelijk doel en onverminderd artikel 21 van de wet van 2 april 1962 vervult de Maatschappij de volgende openbare opdrachten :

1° als dienstverlening, de openbare sanering van het afvalwater op het grondgebied van het Waalse Gewest om een duurzame, evenwichtige en rechtvaardige drinkwatervoorziening aan de gebruikers te garanderen met inachtneming van de naleving van de beginselen van de reële kost en van de solidariteit.

Deze opdracht wordt uitgeoefend met de medewerking van zuiveringsinstellingen erkend krachtens de wetgeving betreffende de bescherming van het oppervlaktewater;

2° de bescherming van de winningen ten gunste van de producenten van tot drinkwater verwerkbaar water bestemd voor de openbare verdeling, die gelegen zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Deze opdracht kan worden vervuld met de in artikel 2 van het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water bedoelde winplaatsen;

3° de ontwikkeling van middelen die nodig zijn om haar maatschappelijk doel te bereiken, met name via de eigen middelen die ze ontwikkelt als tegenprestatie voor de diensten die ze verleent inzake bescherming en sanering en via elke willekeurige financiële verrichting;

4° de bevordering van een coördinatie tussen de afwatering en de zuivering via een tegemoetkoming in de kosten van de uitvoering van de afwateringswerken bedoeld in artikel 32, tweede lid, van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging. De tegemoetkomingsvoorwaarden worden bepaald door de Waalse Regering op voorstel van de « S.P.G.E. »;

5° de nodige onderzoeken uitvoeren met het oog op de verbetering van het beheer van de kringloop van het water, op de ontwikkeling van een algemene methodologie voor het beheer en het bepalen van de kosten die alle producenten, verdelers en zuiveringsinstellingen moeten toepassen om :

- een structuur van de kostprijs van het water te bepalen die de producenten en verdelers moeten toepassen;
- de beginselen en criteria toepasselijk op een universele levering van het water en op een aangepaste sociale tarifiering te bepalen;
- de convergentie tussen de producenten, verdelers en zuiveringsinstellingen te bepalen en te bevorderen.

### HOODSTUK III. — *Maatschappelijk kapitaal en raad van bestuur*

#### Maatschappelijk kapitaal

**Art. 7. § 1.** Het bij de oprichting van de « S.P.G.E. » geplaatst kapitaal wordt vastgesteld op één miljard BEF. Het kan verhoogd worden, overeenkomstig de voorwaarden bepaald in de statuten.

De « S.P.G.E. » kan in verschillende aandelen categorieën voorzien en preferente dividenden toewijzen aan één of meer van deze categorieën.

Ze kan bovendien in winstdelende aandelen voorzien, waarop de oprichters al dan niet inschrijven.

Ze kan ten slotte ook in aandelen met of zonder stemrecht voorzien.

§ 2. Mogen aandeelhouders zijn van de « S.P.G.E. » :

1° het Waalse Gewest;

2° een openbare holding die de « Société régionale d'investissement de Wallonie » en de « Société wallonne des distributions d'eau » (Waalse Watervoorzieningsmaatschappij) omvat voor zover deze niet meer dan 20 % van de aandelen van deze holding bezit;

3° de door de Regering erkende financiële instellingen;

4° een handelsvennootschap die door de in het tweede lid, a tot en met d, van de vorige paragraaf bedoelde personen moet worden opgericht.

De in het eerste lid, 4°, van dit artikel bedoelde handelsvennootschap kan de volgende natuurlijke of rechtspersonen als aandeelhouders hebben :

a. houders van winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water in de zin van het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water;

b. waterverdelers;

c. zuiveringsinstellingen erkend op grond van artikel 17 van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging;

d. vennootschappen die opgericht worden door de in de punten a tot en met c bedoelde personen, met inbegrip van de gemeenten.

§ 3. De openbare aandeelhouders vormen minimum 50 % van het kapitaal plus één aandeel.

§ 4. Een recht van voorkoop op de afgestane aandelen wordt toegekend aan de in § 2, 4°, bedoelde maatschappij. Als de in § 2, 4°, bedoelde maatschappij dit recht geheel of gedeeltelijk niet uitoefent, wordt het toegekend aan de holding. Als de holding dit recht geheel of gedeeltelijk niet uitoefent, wordt het toegekend aan de « S.W.D.E. ». Als deze dit recht van voorkoop geheel of gedeeltelijk op de blijvende aandelen niet uitoefent, wordt het toegekend aan het Gewest.

§ 5. Elke afstand wordt ter beslissing voorgelegd aan de raad van bestuur die met eenparigheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden beslist. Bij gebrek aan overeenstemming binnen de raad van bestuur wordt de vraag verwezen naar de algemene vergadering waar de beslissing tot afstand met een gekwalificeerde meerderheid van 75 % van de vertegenwoordigde aandelen wordt getroffen.

§ 6. De aandeelhouder die de in § 2 bedoelde voorwaarden niet meer vervult, moet de aandelen van de « S.P.G.E. » die hij bezit afstaan tegen een door de deskundige mede te delen bepaalde prijs.

Deze aandelen worden voorgesteld aan de verschillende openbare vennoten, overeenkomstig het in § 4 bedoelde recht van voorkoop.

Als de aandeelhouder een rechtspersoon is, kunnen zijn vennoten vóór de uitoefening van het recht van voorkoop bedoeld in § 4 een percentage van de afgestane aandelen bij voorkeur verkrijgen dat maximum gelijk is aan het percentage dat ze binnen de « S.P.G.E. » bezitten dankzij hun deelneming in de rechtspersoon.

#### Onverenigbaarheden

**Art. 8. § 1.** De hoedanigheid van bestuurder die in de raad of in het comité van beheer zitting heeft, is onverenigbaar met de uitoefening van een ambt dat zijn onafhankelijkheid in de vervulling van zijn opdrachten binnen de « S.P.G.E. » of in de uitvoering van het beheerscontract in het gedrang zou kunnen brengen.

§ 2. In afwijking van het vorige lid is een derde van de bestuurders die de in artikel 7, § 2, 4°, bedoelde maatschappij vertegenwoordigen, toegelaten in de raad van bestuur van de « S.P.G.E. ». Bij de oprichting van de « S.P.G.E. » vertegenwoordigen twee bestuurders de belangen van de producenten en van de verdelers en vertegenwoordigen drie bestuurders de belangen van de zuiveringsinstellingen. De « Société wallonne des distributions d'eau » wordt tevens vertegenwoordigd door een bestuurder.

### HOOFDSTUK IV. — *Beheerscontract*

#### Aard en inhoud van het beheerscontract

**Art. 9. § 1.** De « S.P.G.E. » vervult haar opdrachten bedoeld in artikel 6, § 2, op grond van een met de Regering gesloten beheerscontract.

§ 2. Dit contract bepaalt de inzake de openbare sanering en de bescherming van de winningen te bereiken doelstellingen rekening houdende met het beleid van de Regering m.b.t. het waterbeheer gevoerd op grond van een actieprogramma voor de kwaliteit van het water.

§ 3. Het beheerscontract bepaalt volgens de algemene uitvoeringsbeginselen voor de openbare opdrachten de krachtens artikel 6, § 2, van dit decreet aan de « S.P.G.E. » toevertrouwde opdrachten.

Het regelt de volgende aangelegenheden :

1° het programma van de inzake de openbare sanering en de bescherming van de winningen te verrichten investeringen;

2° het financiële plan overeenstemmende met de werkingslasten van de zuiveringsstations;

3° de uit te werken en toe te passen instrumenten ter meting van het prestatievermogen en technieken zoals richtnormen inzake productie, zuivering en afwatering, methodologie voor een uniforme berekening van de kosten, de uniformering van de bestekken;

4° de beginselen m.b.t. de bezoldiging van de diensten betreffende de bescherming van de winning en de sanering;

5° de inzake de coördinatie van de actoren en de versnelling van de besluitvormingen verwachte doelstellingen.

§ 4. Het beheerscontract omvat ook :

a. de administratieve, reglementaire en sociale verbintenissen van het Gewest;

b. de belangstelling van de maatschappij voor de haar toevertrouwde doelstellingen alsmede de financiële sancties in geval van niet-naleving door een deel van haar verbintenissen voortvloeiend uit het beheerscontract;

c. de gegevens die het in artikel 11 van dit decreet bedoelde bedrijfsplan moet bevatten en de termijnen voor de mededeling en de goedkeuring van het plan;

d. de voorwaarden betreffende de herziening en de aanpassing van het contract, rekening houdende met :

— onvoorziene omstandigheden;

— de actualisatie van het actieprogramma voor de kwaliteit van het water;

— uit te voeren dringende maatregelen.

§ 5. Elk uitdrukkelijke ontbindende beding in het beheerscontract wordt geacht niet geschreven te zijn.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens welke een verbintenis in het beheerscontract niet wordt uitgevoerd, mag slechts de tenuitvoerlegging van de verbintenis vervolgen en, in voorkomend geval, om schadevergoeding verzoeken onverminderd de toepassing van elke bijzondere sanctie bedoeld in het beheerscontract.

§ 6. Het beheerscontract wordt aangevuld met een bestek. Het bepaalt de bijzondere uitvoeringsvoorwaarden voor het geheel of een gedeelte van de elementen van het beheerscontract. Dit bestek beschrijft met name de opdrachten en de verplichtingen van elke groep van actoren krachtens de bestaande wetsbepalingen.

#### Sluiting en duur van het beheerscontract

**Art. 10.** § 1. Het beheerscontract wordt voor een termijn van vijf jaar gesloten. Het kan het voorwerp uitmaken van een aanvullende clause.

Het treedt pas in werking na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Het wordt medegedeeld door de Regering aan de Waalse Gewestraad vóór zijn inwerkingtreding.

§ 2. Een jaarlijks evaluatierapport over de uitvoering van het beheerscontract wordt uiterlijk 1 juli van het jaar na het boekjaar waarop het betrekking door de « S.P.G.E. » aan de Regering heeft voorgelegd.

Het jaarlijks rapport wordt in de loop van de volgende maand door de Regering overgemaakt aan de Waalse Gewestraad.

§ 3. Zes maanden vóór het verstrijken van het beheerscontract legt de Regering bij voorrang een voorstel van een nieuw beheerscontract aan de « S.P.G.E. » voor.

Als na het verstrijken van het beheerscontract geen nieuw contract wordt gesloten, wordt het lopende beheerscontract, als het niet volledig wordt uitgevoerd, met één jaar van rechtswege verlengd. Na deze verlenging legt de Regering een beheersplan dat één enkele keer vernieuwbaar is, voor één jaar voor.

#### Bedrijfsplan en instrumentenborden

**Art. 11.** De « S.P.G.E. » :

— maakt een bedrijfsplan op dat met name een intern systeem voor controle op het beheer aan de hand van prestatiewijzers omvat;

— bepaalt jaarlijks instrumentenborden voor de algemene prestatie van de watersector en met name de resultaten die behaald zijn inzake de openbare sanering en de bescherming van winningen.

#### HOOFDSTUK V. — Technische bijstand

**Art. 12.** § 1. Het Gewest kan mits toestemming van de raad van bestuur van de « S.P.G.E. » via een besluit van Regering verslag uitbrengen over het beheers-, gebruiks- en genotrecht alsmede over elk recht betreffende de percelen van zijn domein dat nuttig is voor de uitoefening van de opdrachten van de « S.P.G.E. » met inbegrip van het bouwrecht.

In dat geval zijn de nieuwe verbintenissen die het gevolg zijn van de uitoefening van de door het Gewest afgestane rechten, ten laste van de « S.P.G.E. ».

§ 2. Nadat ze ervoor door de Regering is gemachtigd, kan de « S.P.G.E. » voor het bereiken van haar maatschappelijk doel gebouwen onteigenen op grond van de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen.

#### Personeel

**Art. 13.** De Waalse Regering is ertoe gemachtigd personeel van haar diensten ter beschikking te stellen van de Maatschappij op grond van de regels betreffende de opdrachten en volgens de door haar bepaalde voorwaarden.



HOOFDSTUK VI. — *Comité van de deskundigen*

**Art. 14.** § 1. Er wordt binnen de « S.P.G.E. » een comité van de deskundigen opgericht, waarvan de opdrachten de volgende zijn :

— adviezen uitbrengen aan de raad van bestuur, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van deze raad over elke technische vraag betreffende het waterbeheer;

— adviezen uitbrengen over de technische vragen die aan het licht zouden komen in een geschil tussen elke houder van een waterwinning, elke waterverdelers of elke zuiveringsinstelling.

Behalve andersluidende bepaling op het moment van de aanvraag om advies worden deze adviezen binnen twintig dagen uitgebracht nadat ze bij het comité aanhangig zijn gemaakt.

§ 2. Het comité van de deskundigen bestaat uit acht gewone en acht plaatsvervangende leden benoemd door de Waalse Regering, waaronder twee de Regering vertegenwoordigen en :

— twee natuurlijke personen gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de raad van bestuur van de « S.P.G.E. », de sector van de waterproductie en -verdeling vertegenwoordigen;

— twee natuurlijke personen gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de raad van bestuur van de « S.P.G.E. », de zuiveringssector vertegenwoordigen;

— twee natuurlijke personen gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de « Union des villes et communes de Wallonie » (Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten) de gemeenten vertegenwoordigen.

Het comité wijst uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur van de « S.P.G.E. » of van lid van het comité voor controle op het waterbeheer is onverenigbaar met die van lid van het comité van de deskundigen.

De voorzitter en de ondervoorzitters van de « S.P.G.E. » of hun afgevaardigden wonen de vergaderingen van het comité bij. Het secretariaat van het comité wordt door de « S.P.G.E. » waargenomen.

§ 3. Het comité van de deskundigen wordt bijgestaan door een permanente cel waarvan de leden aangeworven worden door de « S.P.G.E. » en die belast is de voorzitter en de ondervoorzitter van het comité bij te staan.

§ 4. De leden van het comité van de deskundigen kunnen elk ogenblik ontslagen worden in geval van onmogelijkheid hun ambt uit te oefenen of wegens grove tekortkoming of wanneer ze de hoedanigheid waarvoor ze zijn benoemd, verliezen.

§ 5. De Regering bepaalt de duur van de mandaten, de werkwijze van het comité, het bedrag van de eventueel toegekende vergoedingen en presentiegelden alsmede de vragen waarvoor het advies van het comité van de deskundigen verplicht wordt vereist.

HOOFDSTUK VII. — *Ontbinding van de maatschappij*

**Art. 15.** De ontbinding van de « S.P.G.E. » wordt slechts uitgesproken krachtens een decreet dat de vereffeningswijze en -voorwaarden zal regelen.

HOOFDSTUK VIII. — *Diverse bepalingen*

## Comité voor watercontrole

**Art. 16.** § 1. Er wordt een comité voor watercontrole ingesteld, dat via zijn adviezen ervoor moet zorgen dat de prijs van het water gebaseerd wordt op het algemeen belang en het waterbeleid gevoerd in het Waalse Gewest.

§ 2. Het controlecomité bestaat uit veertien gewone en veertien plaatsvervangende leden benoemd door de Regering, waaronder :

— vier vertegenwoordigers van de gemeenten gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de « Union des villes et communes de Wallonie »;

— twee vertegenwoordigers van het Gewest;

— twee vertegenwoordigers van de verbruikers gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de centrale raad voor de consumptie;

— zes vertegenwoordigers gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de « C.E.R.S.W. » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest).

Bovendien wonen de volgende personen het controlecomité bij :

— twee vertegenwoordigers van de « S.P.G.E. »;

— twee vertegenwoordigers van de producenten en twee vertegenwoordigers van de door de in artikel 7, § 2, 4<sup>e</sup>, van het decreet bedoelde handelsvennootschap aangewezen zuiveringsinstellingen.

De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur van de « S.P.G.E. » of van lid van het comité van de deskundigen is onverenigbaar met die van lid van het comité voor controle op het waterbeheer.

§ 3. Elk dossier betreffende een prijsverhoging van één van de bestanddelen van de waterprijs wordt hem medegedeeld. Het stelt er de « S.P.G.E. » in kennis van.

§ 4. De Regering bepaalt de zetel van het comité, de werkwijze, de duur van de mandaten van zijn leden alsmede het bedrag van de eventueel toegekende vergoedingen en presentiegelden.

De leden van het comité kunnen elk ogenblik ontslagen worden in geval van onmogelijkheid hun ambt uit te oefenen of wegens grove tekortkoming of wanneer ze de hoedanigheid waarvoor ze zijn benoemd, verliezen.

§ 5. Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door het personeel van de « Conseil économique et social de la Région wallonne », overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

## Inbreng

**Art. 17.** Het Gewest kan mits toestemming van de raad van bestuur van de « S.P.G.E. » via een besluit van de Regering de goederen die aan het domein van het Gewest toebehoren in natura inbrengen bij de « S.P.G.E. », met name :

— de zakelijke rechten betreffende een geheel of een gedeelte van de goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks zijn bestemd voor de activiteit van het « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau E.R.P.E. » (Gewestelijk Bedrijf voor Waterproductie en -toevoer) nadat deze het voorwerp hebben uitgemaakt van een schatting door deskundigen;

— de aandelen die het Gewest bezit binnen de « Société wallonne des distributions d'eau ».

De Regering kan de « S.P.G.E. » ertoe machtigen het vruchtgebruik van de goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks zijn bestemd voor de activiteit van de « E.R.P.E. » in natura in te brengen bij de « S.W.D.E. » en voor zover de gebruikers van deze goederen waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is in het Waalse Gewest, met de « S.W.D.E. » kunnen bijdragen tot het beheer van deze goederen.

De deelnemingen van de « S.P.G.E. » in het kapitaal van de « S.W.D.E. » mogen 20 % niet overschrijden.

HOODSTUK IX. — *Wijzigingsbepalingen*

*Afdeling I.* — Decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging

**Art. 18.** Artikel 2 van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, wordt aangevuld als volgt :

« 24° zuivering : primaire, secundaire of gepaste behandeling van het afvalwater vóór een lozing in een hydrografisch bekken om de normen en voorschriften betreffende het stedelijk afvalwater na te leven en om in het ontvangende milieu een water te bereiken dat voldoet aan de imperatieve waarden en aan de richtwaarden, overeenkomstig de bepalingen betreffende het ontvangende water;

25° openbare sanering : geheel van de verrichtingen i.v.m. de opvang van afvalwater, de openbare zuivering en de afwateringswerken bedoeld in artikel 32, tweede lid, van het decreet;

26° dienstcontract inzake zuivering en opvang : overeenkomst gesloten tussen de « Société publique de gestion de l'eau » en de erkende zuiveringsmaatschappijen, volgens welke deze laatste tegen een bezoldiging namens en voor rekening van de eerste zorgen voor openbare opdrachten, onderzoeken, de bouw van zuiveringsinrichtingen en de zuivering van bepaalde hoeveelheden afvalwater;

27° « Société publique de gestion de l'eau » : maatschappij ingesteld krachtens het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de gestion de l'eau »;

28° bestuur : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ».

**Art. 19.** Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. § 1. De Regering belast de « Société publique de gestion de l'eau » bij beheerscontract met de uitvoering van de aanwijzingen bedoeld in § 1. 3°, eerste streepje en § 3 van het actieprogramma voor de waterkwaliteit, wat betreft de openbare sanering van het afvalwater. »

**Art. 20.** Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. Onverminderd artikel 135 van de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988 kan de Regering publiekrechtelijke rechtspersonen erkennen als zuiveringsinstelling om de in artikel 18 bedoelde opdrachten in een bepaald territoriaal rechtsgebied te vervullen.

De Regering kan aanmaningen richten, de erkenning intrekken wanneer de zuiveringsinstelling verzuimt haar verplichtingen voortvloeiend uit het in artikel 20 van dit decreet bedoelde beheerscontract na te komen. De Regering bepaalt de redenen van de erkenningsintrekking. »

**Art. 21.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. Om als zuiveringsinstelling te worden erkend moet de publiekrechtelijke rechtspersoon de vorm aannemen van een intercommunale en met name de volgende opdrachten als doel hebben :

1° tot de uitwerking van saneringsprogramma's bijdragen ter uitvoering van het actieprogramma voor de waterkwaliteit en voor de saneringsdienst zorgen;

2° voor de beheersing van de opzet, de verwezenlijking en de inrichting van de werken bestemd voor de opvang en de zuivering van afvalwater afkomstig van openbare rioleringen zorgen;

3° de doeltreffendheid van de installaties die in het territoriaal rechtsgebied van de instelling zorgen voor de zuivering van het door de openbare rioleringen opgevangen afvalwater, beheren, exploiteren en verbeteren;

4° een afzonderlijke boekhouding voeren voor haar zuiveringsverrichtingen, die voldoet aan de door de Regering bepaalde regels;

5° het slijk ontstaan bij het ledigen van septische putten verwijderen en het door erkende rioolruimers gegeven slijk in deze stations aanvaarden, overeenkomstig de bepalingen van artikel 39;

6° de door de gemeenten gestelde vragen over de documenten betreffende de algemene afwateringsplannen beantwoorden, overeenkomstig artikel 33, § 1;

7° op verzoek van de « Société publique de gestion de l'eau » andere opdrachten inzake de zuivering van afvalwater vervullen;

8° het bestuur verwittigen over de aankomst van abnormale afvalstoffen en verstoringen in het te behandelen afvalwater die binnen haar territoriaal rechtsgebied zijn vastgesteld;

9° een perfecte coördinatie tussen de zuivering en de gemeentelijke afwatering met de gemeenten die zich op het territoriaal rechtsgebied van de instelling bevinden, organiseren

Deze zuiveringsinstellingen kunnen ook ontwateringswerken uitvoeren. »

**Art. 22.** Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. § 1. De « Société publique de gestion de l'eau » vervult haar zuiveringsopdrachten die vermeld staan in het in artikel 16, § 4, bedoelde beheerscontract hetzij rechtstreeks, hetzij via een onderaannemer, aan de hand van een met de zuiveringsinstellingen gesloten dienstencontract voor zuivering en opvang.

§ 2. Het dienstencontract voor zuivering en opvang valt onder toepassing van de bovenvermelde regels. De regels van het burgerlijk recht zijn van toepassing onder aanvullende titel.

Het dienstencontract voor zuivering en opvang omvat een kadercontract gesloten voor een termijn van twintig jaar en wordt met aanvullende clausules nader bepaald, die perioden van drie jaar dekken, met uitzondering van de eerste aanvullende clausule, die een periode van twee jaar dekt.

Het kadercontract regelt de rechten en verplichtingen betreffende de volgende elementen :

1° de onderzoeken, de afstanden van zakelijke rechten, de overeenkomsten voor huur en onroerende financiering, alsmede de diensten en werken die nodig zijn voor de uitvoering van de in het actieprogramma voor de waterkwaliteit bedoelde werken;

2° de werking van de installaties, met inbegrip van de voorwaarden voor het beheer en de uitvoering van de in het actieprogramma voor de waterkwaliteit bedoelde werken;

3° de delegaties en mandaten die toevertrouwd zijn aan de zuiveringsinstelling om namens en voor rekening van de « S.P.G.E. » werken te beheren;

4° de andere opdrachten bedoeld in artikel 18, 1° à 9°;

5° de normen en criteria voor de evaluatie van de prestatievermogens;

6° de regels voor de bepaling en de berekening van de dienstprijzen alsmede de betalingstermijnen, met inbegrip van de regels voor de voorschotten;

7° de voorwaarden van de controle op de uitvoering van het contract;

8° de straffen en bijzondere maatregelen in geval van niet-nakoming of van slechte nakoming van de verplichtingen.

De aanvullende clausules regelen met name de rechten en verplichtingen betreffende de volgende elementen :

1° de uit te voeren werken, de uitvoeringstermijnen en de bedoelde saneringszone;

2° de werken waarvoor de werking moet worden verzekerd;

3° de herzieningen en de aanpassingen van de regels voor de bepaling van de kosten van de zuiveringsdienst en de normen en criteria voor de evaluatie van de prestatievermogens.

Een jaar vóór het verstrijken van de termijn van de aanvullende clausule beginnen de onderhandelingen om de termijnen van de volgende aanvullende clausule vast te stellen.

§ 3. Wat betreft de opdrachten die vervuld zijn door de instellingen en die in tijd en geld moeilijk geëvalueerd kunnen worden, kan een forfaitair bedrag overeengekomen worden naar verhouding tot de omvang van de werken waarvoor deze opdrachten worden vervuld.

Wanneer de zuiveringsinstellingen de overheidsprocedure gebruiken voor de uitvoering van enkele opdrachten of prestaties, worden deze laatste tegen de kostprijs bezoldigd.

§ 4. De zuiveringsinstellingen komen hun verplichtingen na zoals bedoeld in het contract met inachtneming van de wetgeving over de overheidsopdrachten.

§ 5. Wanneer het geschatte bedrag van de voor de uitvoering van de in artikel 18, 1° à 4° bedoelde werken nodige onderzoeken meer dan 50 miljoen BTW excl. en 150 miljoen BTW excl. voor het bedrag van de werken bedraagt, vraagt de « Société publique de gestion de l'eau » het advies van het bestuur. Dit laatste brengt zijn met redenen omkleed advies binnen de door de Maatschappij bepaalde termijn uit, die tussen vijftien en veertig kalenderdagen begrepen moet zijn. Deze termijnen worden tussen 15 juli en 15 augustus geschorst.

Wanneer het bestuur verzuimt zijn advies binnen de voorgeschreven termijn uit te brengen, wordt deze geacht gunstig te zijn en beslist de « Société publique de gestion de l'eau » zonder advies.

§ 6. De ontwerpen betreffende werken bestemd om de zuivering van het oppervlaktewater te verzekeren moeten opgenomen worden in het in artikel 16 bedoelde actieprogramma en aan de krachtens artikel 8 bepaalde technische regels en de door de Regering vastgestelde criteria voldoen.

§ 7. De « Société publique de gestion de l'eau » :

a. maakt een model van dagboek voor de exploitatie van de zuiveringsstations op, dat de instellingen of de gemeenten moeten bijhouden;

b. maakt een model van een jaarlijks technisch verslag op, dat de instellingen binnen een bepaalde termijnen aan het bestuur of aan de « S.P.G.E. » moeten overmaken.

§ 8. De Regering kan op voorstel van de « Société publique de gestion de l'eau » de regels voor het voeren van een afzonderlijke boekhouding betreffende de opdrachten die haar krachtens artikel 18 worden toevertrouwd, bepalen.

§ 9. De Regering zorgt ervoor dat de zuiveringsinstellingen de regels van dit hoofdstuk in acht nemen. Ze bepaalt de regels van die controle en wijst de ambtenaren van het bestuur aan die ze daartoe machtigt om de zuiveringsinstallaties te betreden en zich alle technische en boekhoudingsdocumenten die er bijgehouden moeten worden, te laten overleggen. De controleverslagen worden zo spoedig mogelijk aan de « S.P.G.E. » overgemaakt ».

**Art. 23.** Artikel 25, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« 1° de betaling als tegenprestatie voor de opdrachten en verbintenissen die de « S.P.G.E. » krachtens het beheerscontract heeft overgenomen; ».

**Art. 24.** Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Om dezelfde doelstelling te bereiken kan ze bovendien criteria vaststellen waardoor die van de werken vermeld in het in artikel 33 bedoelde algemeen gemeentelijk afwateringsplan kunnen worden bepaald. Deze werken moeten bij voorrang worden uitgevoerd hetzij om de optimalisering van de werking van de zuiveringsstations te waarborgen, hetzij nog om een snelle bescherming van de kwetsbare gebieden zoals de voorkomings- of toezichtgebieden te verzekeren.

**Art. 25.** In artikel 34 van hetzelfde decreet :

1° wordt punt 1° aangevuld met de volgende woorden : « alsmede hun effecten op voorkomings- of toezichtgebieden »;

2° wordt een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° de coördinatie tussen de afwateringswerken en de zuiveringsinstallaties die bestaan of die binnen vijf volgend jaar moeten worden aangelegd en die het afvalwater afkomstig van rioleringen kunnen opvangen; »

*Afdeling 2.* — Decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water

**Art. 26.** Artikel 1, § 1, van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 7 maart 1996 wordt aangevuld als volgt :

« 20° « Société publique de gestion de l'eau » : maatschappij opgericht krachtens het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de gestion de l'eau »;

21° dienstencontract voor sanering : overeenkomst gesloten tussen een producent van tot drinkwater verwerkbaar water en de « Société publique de gestion de l'eau » volgens welke de waterproducent de diensten van de Maatschappij huurt om, volgens een bepaalde planning, de openbare sanering te verrichten van een waterhoeveelheid overeenstemmend met de geproduceerde waterhoeveelheid bestemd om via het openbare watervoorzieningsnet in het Waalse Gewest verdeeld te worden;

22° dienstencontract voor de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water : overeenkomst gesloten tussen een producent van tot drinkwater verwerkbaar water, die het tot de openbare verdeling bestemt, en de « Société publique de gestion de l'eau » volgens welke deze laatste de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water zoals bepaald in de in artikel 5, § 2, bedoelde programma's tegen een bezoldiging laat verzekeren. »

**Art. 27.** Artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 7 maart 1996 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De winningen van tot drinkwater verwerkbaar worden onderworpen :

— enerzijds, hetzij aan de betaling van een retributie waarvan het bedrag tot 3 BEF is vastgesteld per m<sup>3</sup> water geproduceerd in de loop van het winningsjaar, hetzij aan het afsluiten van een dienstencontract voor de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water met de « Société publique de gestion de l'eau »;

— anderzijds, hetzij aan de sluiting van een dienstencontract voor sanering met de « Société publique de gestion de l'eau », volgens welke de waterproducent de diensten van de Maatschappij huurt om, volgens een bepaalde planning, de openbare sanering te verrichten van een waterhoeveelheid overeenstemmend met de geproduceerde waterhoeveelheid bestemd om via het openbare watervoorzieningsnet in het Waalse Gewest verdeeld te worden, hetzij aan de vervulling van deze zuiveringsopdracht door hem zelf, overeenstemmend met de waterhoeveelheid die hij produceert. »

**Art. 28.** Artikel 5 van hetzelfde decreet voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 7 maart 1996 wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. De Regering kan de « Société publique de gestion de l'eau » ermee belasten werken uit te voeren voor de bescherming van bepaalde winningen wanneer deze nodig blijken te zijn en voor zover ze in de in § 2 bedoelde programma's niet worden vermeld en voorgesteld door de producenten. »

**Art. 29.** Artikel 5 van hetzelfde decreet voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 7 maart 1996 wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

« § 6. De Regering kan de « Société publique de gestion de l'eau » ook ermee belasten elk onderzoek uit te voeren met het oog op:

a. het opmaken van een model van dagboek voor de uitbating van de waterproductie, dat de belastingplichtigen moeten bijhouden;

b. het opmaken van een model van een jaarlijks technisch verslag, dat de belastingplichtigen binnen een bepaalde termijnen aan het bestuur of aan de « S.P.G.E. » moeten overmaken;

c. het bepalen van de regels voor het voeren van een gepaste boekhouding;

d. het bepalen van de regels en criteria waardoor de productiekosten kunnen worden beperkt;

e. het bepalen van de regels voor een grotere doorzichtigheid van de kosten die voortvloeien uit de kostprijs van het geproduceerde water. »

*Afdeling 3.* — Decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling

**Art. 30.** Artikel 16 van het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling wordt aangevuld als volgt :

« De Regering kan de te ontwikkelen actiemiddelen jaarlijks opnieuw evalueren. »

**Art. 31.** In artikel 17, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden « waarin het meerjarenprogramma voor de vermindering van de oppervlaktewatervoorziening, als bedoeld in het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging » vervangen door de woorden « zoals bedoeld in het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de gestion de l'eau » ».

*Afdeling 4.* — Programmadecreet van 17 december 1997

**Art. 32.** Artikel 16 van het programmadecreet van 17 december 1997 wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. De ontvangsten van het fonds worden geheel of gedeeltelijk afgestaan aan de « S.P.G.E. » wanneer ze de door het Gewest aangegane verbintenissen en leningen alsmede de opdrachten waarvoor het fonds wordt ingesteld en die vermeld staan in het beheerscontract, herneemt. »

*Afdeling 5.* — Decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater

**Art. 33.** Artikel 3, 3°, van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, wordt vervangen als volgt :

« 3° elke publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die in de in 1° bedoelde opvangsystemen ander afvalwater dan industrieel afvalwater loost en die wegens een voorziening die niet afkomstig is van de openbare verdeling, niet bijdraagt tot de kosten van de sanering die inbegrepen zijn in de reële kost van het water.

Deze bepaling is niet van toepassing :

- op het afvalwater afkomstig van de ziekenhuizen dat niet als industrieel water wordt beschouwd;
- op het met huishoudelijk afvalwater gelijkgesteld afvalwater uit de landbouw, dat voldoet aan de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden. »

**Art. 34.** De eerste zin van artikel 12 van hetzelfde decreet voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 7 maart 1996, wordt vervangen als volgt :

« De jaarlijkse belasting op de in artikel 3, 3°, bedoelde lozing van afvalwater is evenredig met het volume geloosde water. »

**Art. 35.** Artikel 13, § 1, van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, wordt gewijzigd als volgt :

1° na de woorden « opgevangen waterhoeveelheden » worden de woorden « die niet afkomstig zijn van de openbare verdeling, » ingevoegd;

2° de laatste zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Indien het water gedeeltelijk afkomstig is van het openbare watervoorzieningsnet, stemt het aan de belasting onderworpen jaarlijkse volume overeen met het verschil tussen het totaalvolume uitgedrukt water of, bij gebrek aan meetsysteem, de geschatte watervolumes en het watervolume dat vermeld staat in de laatste verbruiksopmeting afkomstig van het openbare watervoorzieningsnet over een periode van één jaar. »

**Art. 36.** In artikel 47 van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 17 december 1997, wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° het tegendeel van het in artikel 5 van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de gestion de l'eau » bedoelde beheerscontract wanneer het met name hetgeen volgt omvat :

— de onderzoeken, werken en aankopen van de onroerende goederen die nodig zijn in het kader van de beheersing door de erkende zuiveringsinstellingen van de opzet, de verwezenlijking en de inrichting van de werken bestemd voor de opvang en de zuivering van het afvalwater afkomstig van openbare rioleringen;

— de werking van de in artikel 18, 1° à 9°, van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging bedoelde zuiveringsinstellingen;

— de investeringen die nodig zijn voor de aanleg door de zuiveringsinstellingen van de centra voor de behandeling van slijk afkomstig van septische putten en die betreffende de werkingskosten van deze centra;

— de behandeling van het slijk afkomstig van de zuiveringsstations van de erkende zuiveringsinstellingen;

— de toelagen toegekend aan de gemeenten opdat ze hun algemeen gemeentelijk afwateringsplan zouden opmaken, overeenkomstig artikel 33, § 3, van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging. »

**Art. 37.** In artikel 47 van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 17 december 1997 :

1° wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° de kosten die nodig zijn voor het opmaken van het actieprogramma voor de waterkwaliteit; »

2° worden de punten 9°, 10° en 12° opgeheven.

*Afdeling 6.* — Decreet van 2 juli 1987 tot omzetting in een gewestelijk bedrijf van waterproductie- en leiding van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie van het groot vervoer van water

**Art. 38.** In artikel 4 van het decreet van 2 juli 1987 tot omzetting in een gewestelijk bedrijf van waterproductie- en leiding van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie van het groot vervoer van water, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1991 :

1° wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. Wanneer de « Société publique de gestion de l'eau » eigenares is geworden van het recht van vruchtgebruik betreffende het geheel of een gedeelte van de in artikel 2 bedoelde werken die nodig zijn voor het vervullen van de in artikel 3, 2°, bedoelde opdrachten, kan ze dat recht binnen de door de Regering bepaalde grenzen aan de « S.W.D.E. » afstaan. De uitoefening van het recht van vruchtgebruik op deze goederen hangt af van :

1. het behoud van de rechten van het personeel van het « ERPE » die ter beschikking worden gesteld van de « S.W.D.E. » door het Gewest;

2. de deelneming van de gebruikers aan het beheer van de werken »;

2° wordt, in § 4, het woord « kan » vervangen door de woorden « of de « Société publique de gestion de l'eau » kunnen. »

**Art. 39.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de woorden « of de 'Société publique de gestion de l'eau' » ingevoegd tussen de woorden « het Waalse Gewest » en de woorden « ter beschikking ».

HOOFDSTUK X. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 40.** In afwijking van artikel 10 wordt het eerste beheerscontract afgesloten voor een periode die op 31 december 2005 verstrijkt.

**Art. 41.** De zuiveringsinstellingen die bij de inwerkingtreding van dit decreet bestaan, beschikken over zes maanden te rekenen van de deze inwerkingtreding om zich aan te passen aan artikel 18 van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging.

**Art. 42.** De houders van waterwinningsvergunningen kunnen de uitbating ervan voortzetten. Ze moeten evenwel binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet :

1° de in artikel 4, § 1, eerste streepje, van het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water bedoelde retributie betalen of, bij gebrek eraan, het dienstencontract voor de bescherming van de winningen die ze met de « S.P.G.E. » hebben afgesloten, mededelen aan het bestuur;

2° de zuivering uitvoeren van de waterhoeveelheden die ze voor de verdeling in het Waalse Gewest bestemmen of, in voorkomend geval, het in artikel 4, § 1, tweede streepje, van het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water bedoelde dienstencontract voor sanering mededelen aan het bestuur.

Als de houders van waterwinningsvergunningen deze twee verplichtingen niet nakomen, stellen de bevoegde overheden zich in hun plaats om hun openbare opdrachten te vervullen en om zich aan te passen aan de in het vorige lid vermelde verplichtingen. In geval van onthouding van deze laatste, worden de verplichtingen voor hetzelfde doel door het Gewest nagekomen.

**Art. 43.** De publiekrechtelijke rechtspersonen die op grond van artikel 17 van het decreet van 7 oktober 1985 over de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging als zuiveringsinstelling worden erkend, behouden deze hoedanigheid in de zin van artikel 17 zoals gewijzigd bij dit decreet, voor zover ze er binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet zorg voor hebben gedragen dat hun statuten dit decreet conform zijn. Deze erkenning kan slechts bij decreet ingetrokken worden, onverminderd artikel 17, tweede lid, van het decreet van 7 oktober 1985 over de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging.

**Art. 44.** In afwijking van artikel 3, tweede lid, van dit decreet, worden de geproduceerde waterhoeveelheden die bestemd zijn om in het Waalse Gewest verdeeld te worden en op grond waarvan de producenten de sanering van het afvalwater verhoudingsgewijs uitvoeren, gedurende een overgangperiode die op 31 december 2004 verstrijkt, berekend op grond van de waterhoeveelheden die verdeeld en aan de consumenten gefactureerd worden.

**Art. 45.** De Regering kan de bepalingen van dit decreet, de bepalingen die het uitdrukkelijk of impliciet zouden hebben gewijzigd en andere decreten toepasselijk inzake leefmilieu, waterbeleid en natuurbehoud codificeren.

Daartoe kan ze :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de presentatie van de te codificeren bepalingen wijzigen;

2° de verwijzingen wijzigen die zouden worden vermeld in de te codificeren bepalingen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° het opstellen van de te codificeren bepalingen wijzigen

om de overeenstemming ervan te verzekeren en de terminologie eenvormig te maken zonder afbreuk te doen aan de in deze bepalingen vermelde beginselen.

De codificatie zal als volgt betiteld worden : « Waals Waterwetboek ».

Het codificatiebesluit van de Regering zal het voorwerp uitmaken van een ontwerp van bekrachtigingsdecreet dat aan de Waalse Gewestraad zal worden voorgelegd worden.

#### HOOFDSTUK XI. — *Inwerkingtreding*

**Art. 46.** Dit decreet treedt in werking tien dagen nadat het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 33 à 35 die op de door de Regering bepaalde datum in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Raad.* — 445 (1998-1999) nrs. 1 à 49.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 31 maart 1999. Bespreking. Stemming.